

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Les conditions du problème ont changé (*Amédée Dunois*). — Révolution-légende et Révolution-réalité (*Victor Serge*). — La Semaine politique : Après le discours Painlevé : Impuissant idéalisme. Un budget qui semble fuir. Rentrée parlementaire (*C.-E. Labrousse*). — Allons aux masses (*Bela Kun*). — Le 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou : Thèses et résolutions adoptées.

Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes; Résolution sur l'organisation de l'Internationale Communiste; Thèses sur la tactique du Parti Communiste russe. — Circulaire du Comité Exécutif sur le caractère de nos journaux. — Chronique Internationale : Allemagne (*H.-N.*). — Tchéco-Slovaquie (*Charles Kreibick*).

# Les Conditions du Problème ont changé

**R** IEN de tout à fait nouveau sous le soleil ! Ker démontrait dimanche dans l'*Humanité* que cette question des rapports entre les syndicats et le parti est une vieille question qui s'est déjà posée en France, il y a 14 et 15 ans. C'était en 1906 à Limoges et en 1907 à Nancy : 1906, l'année du Congrès confédéral d'Amiens et de la motion fameuse qui fonda le principe de l'indépendance corporelle des syndicats et de l'autonomie doctrinale du syndicalisme révolutionnaire ; 1907, l'année du Congrès socialiste international de Stuttgart qui, s'étant emparé du problème le trancha aussi bien contre les syndicalistes d'Amiens que contre les socialistes de Limoges et de Nancy.

Ker a bien fait d'évoquer ces choses oubliées. Il y a toujours profit à remonter la chaîne des années écoulées : à constater que ce sont presque toujours les mêmes questions qui se reposent et qu'elles se reposent, ma foi, parce qu'elles n'ont pas été pleinement résolues, on se prend à penser que peut-être il n'y a pas de solution parfaite donc pas de solution définitive : il n'y en a que d'imparfaites

et de provisoires, qu'il faut sans cesse revoir, corriger, adapter.

Et puis n'est-il pas toujours bon que les jeunes — nous sommes, et je m'en réjouis, un beau parti de jeunes — sachent que le monde n'est pas né d'hier et avec eux ?

\*\*

Ker a donc eu raison, et je m'attacherai tout à l'heure, reprenant son article au point où il l'a laissé, à montrer que ce qui a changé depuis quinze ans ce ne sont point les questions que syndicalistes et communistes se posent, mais les conditions dans lesquelles ils le font.

Je voudrais auparavant indiquer en brer que s'il est bon d'user de la méthode des rapprochements historiques, il est mauvais d'en abuser.

Il y a des camarades qui disent : entre syndicalistes révolutionnaires et communistes, c'est le même débat qui mit jadis aux prises Bakounine et Marx.

Je réponds d'un mot à ces camarades qu'ils font erreur et qu'entre Marx et Bakounine, c'é-

tait un tout autre débat. Il s'agissait de savoir si l'Internationale serait ou ne serait pas *dirigée*, si le conseil général de l'Association, qui siègeait à Londres et dans lequel Marx jouait un rôle prépondérant, serait pourvu de moyens d'action et d'exécution qui lui permettent par exemple, de suspendre une section, de trancher un conflit, en un mot de faire, sous le contrôle des congrès, prévaloir son autorité. Bakounine et les jurassiens étaient pour l'autonomie absolue des sections et des branches tandis que Marx croyait à la nécessité d'une certaine centralisation des pouvoirs et des forces. Tel est, bien délimité, l'objet du conflit primitif. Mais faire de Bakounine, de ce vieux démocrate révolutionnaire fédéraliste, si étranger à la classe ouvrière et aux préoccupations économiques qu'était Bakounine, le précurseur du syndicalisme, c'est prendre pour des faits solides d'inconsistantes analogies.

..

Mais je reviens à mon sujet, qui est de montrer que, depuis le temps déjà lointain où les syndicalistes érigeaient, avec la motion d'Amiens, une barrière infranchissable entre le Parti et la C. G. T., il a coulé sous les ponts beaucoup d'eau, — et que dans le Parti d'un côté, comme dans les syndicats de l'autre, beaucoup de choses ont changé d'aspect.

En 1906, le Parti socialiste était un parti réformiste. De même qu'autrefois, la Grèce vaincue avait subjugué moralement « son féroce vainqueur », Jaurès et le jauréssisme, battus à Amsterdam, avaient eu très vite leur revanche : l'unité s'était faite en grande partie à leur profit ; ne représentaient-ils pas, dans le Parti unifié, les méthodes d'évolution légale et de démocratie, tandis que les guesdistes, conduits par un chef vieux et malade, apparaissaient comme les tenants attardés d'un révolutionnarisme expérimentalement condamné, — ou tout au moins historiquement dépassé.

L'esprit révolutionnaire, évincé des milieux dirigeants du Parti où les pantalonnades d'Hervé eussent suffi à le déconsidérer, s'était réfugié dans les syndicats où il avait trouvé un terrain plus propice à son expansion. Le syndicalisme révolutionnaire, dressé tout à la fois contre le patronat capitaliste et contre l'État de classe, put apparaître alors comme le dernier réduit de la résistance prolétarienne et socialiste à la corruption parlementaire, à

l'enlèvement démocratique. C'est bien ce qu'en réalité, il fut pour nous durant plusieurs années : le type du socialisme spécifique et pur, du socialisme ouvrier. Les honteuses compromissions auxquelles il descendit pendant la guerre nous montrèrent que le socialisme parlementaire n'avait pas le triste privilège des abdications de principes et des trahisons scandaleuses. La chute du syndicalisme révolutionnaire, au 4 août, a été plus profonde que celle du socialisme politique, parce qu'il est tombé de plus haut.

Il s'est ressaisi moins vite. Tandis que les éléments révolutionnaires, qu'animait le grand souffle de la 3<sup>e</sup> Internationale s'emparaient de haute lutte du pouvoir socialiste, dont ils travaillent aujourd'hui à faire un véritable parti communiste de masses, les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas encore parvenus à remettre la main sur le pouvoir confédéral ; ils mènent contre lui la lutte la plus pénible, ayant constamment sur la tête l'épée de Démoclos de l'exclusion. Dans cette lutte contre la C. G. T. officielle, ils sont fortement appuyés par le Parti communiste. Et cela, c'est le fait nouveau qui bouleverse toutes les conditions du vieux problème des rapports entre Parti et syndicats. Tandis qu'en 1906, la C. G. T. était révolutionnaire en face d'un Parti réformiste, c'est le Parti qui est aujourd'hui révolutionnaire en face d'une C. G. T. qui a cessé de l'être ; et ce ne sont plus les rapports entre Parti et C. G. T. qui font pour nous question, mais les rapports entre Parti et C. S. R.

C'est le milieu qui a changé, non le problème. Mais la solution du problème se ressentira forcément de la modification du milieu. En ce qui nous concerne, nous n'acceptons aujourd'hui ni la solution jauréssiste, ni la solution guesdiste. Ce que nous acceptons, nous le dirons prochainement.

Amédée DUNOIS.



# Révolution-Légende et Révolution-Réalité

L'homme pense mal et peu — le moins possible. Afin de s'alléger la tâche de penser, il a imaginé les idées toutes faites qu'il suffit d'accepter et de répéter, les lieux communs, les images conventionnelles, les clichés. Il s'agit au fond d'une monnaie verbale. Ceux qui pensent ne songent que rarement à s'enquérir de la valeur véritable de la pièce qu'on leur passe, à en éprouver le métal. Ils deviennent ainsi dupes et jouets d'une foule d'illusions, dont il est d'autant plus difficile de se défaire que notre esprit oblitéré par des connaissances livresques a quelque peu perdu le sens des réalités. Les générations qui ont vu et fait la grande guerre ne s'attendaient pas à jouer un certain rôle dans de « grandes révolutions ». Avant la guerre le mot révolution avait une certaine vogue. On peut dire qu'une sorte d'admiration générale l'environnait. Pensant à 1789-1793, on y accolait volontiers l'épithète de *grande*, et des gens paisibles, de mœurs bourgeoises et passablement conservatrices gagnaient honorablement leur quotidienne bonne chère à compiler ou écrire des tomes laudatifs sur les personnages de « l'épopée révolutionnaire ».

Les témoins de la révolution russe, non ceux qui en parlent bien au chaud à des milliers de lieues de distance, mais ceux qui la vivent dans les rues mêmes de Pétrograd ou de Moscou, peuvent à présent concevoir à peu près ce que fut la grande révolution française, — ce que vécurent les citoyens de la République Une et Indivisible. L'histoire — qui n'est le plus souvent que la légende, constatons-le — n'en a presque rien dit. Elle a fait pis. C'est à travers Victor Hugo, Michelet, et M. Tout-le-Monde qui les vulgarisa que nous avons appris à concevoir la révolution, tragique, épique, grande, magnifique, superbe, poétique, que sais-je ! Pour en trouver une description plus objective il faut ouvrir Taine que le grand public ne lit pas — précisément peut-être parce que son amour de la légende en est choqué.

Danton, Robespierre, Marat. La Patrie en danger, Valmy, Thermidor ! L'adolescent ferme son manuel d'histoire (ou « quatre-vingt-treize ») et voit défiler dans son imagination grisée un lumineux cortège de héros, environ-

nés d'éclairs et de lumière. Mme Roland meurt en lisant une très belle phrase.. Au fond, et c'est une vérité absolue, la littérature a complètement faussé dans nos esprits l'idée de la révolution française. Si l'on songe qu'elle est après tout récente — moins d'un siècle et demi — un grand scepticisme naît quant à l'appréciation des travaux et des notions historiques... Tout ce que la littérature et la légende ont conservé de la révolution a certes vécu — mais perdu, noyé, mêlé inextricablement parmi une foule de toutes autres choses. 89-93, c'a été une longue tourmente où les plus sages ne voyaient plus clair, une angoisse infinie, une ère de brutalités, de crimes, d'erreurs, d'exaltations, de malheurs inexprimables. La terreur, ce n'est concrètement qu'une mare de sang noirâtre qui pue sous la guillotine dressée nuit et jour, ce n'est, si l'on veut un symbole, qu'un monceau de têtes coupées hideusement, défigurées... Les « géants de la Convention » avaient peur les uns des autres ; la guerre était faite de boucheries atroces et plus laides encore — si possible — que la « guerre en dentelles » des temps royaux ; les campagnes brûlaient et s'ensauvageaient, on avait faim, on se demandait avec désespoir quand le drame inintelligible finirait. Et presque personne n'y prévoyait rien.

En Russie la Révolution-Légende a d'abord puissamment concouru au succès de la révolution-réalité ; puis elle lui a fait le plus grand tort. C'est elle qui a divisé les révolutionnaires. Beaucoup — d'entre les meilleurs — quand ils ont vu la chose en ont été épouvantés. Ils ne l'ont pas reconnue, ils l'ont désavouée. Au fond je ne puis expliquer que de cette façon l'aberration de certains hommes absolument sincères et désintéressés (Tchaïkovsky, Brechkovskaïa) — passés en fait au coup de la contre-révolution, et la stupeur douloureuse d'un Kropotkine devant les événements qui vérifient ses propres théories (voir sa Grande Révolution française) est de la même nature. Ceux-là seuls ont pu demeurer fermes en présence des réalités qui leur étaient supérieures — à force de clairvoyance, de sang-froid, parti pris — ou dont le cœur et l'esprit obtus n'ont qu'une vie sans intensité.

Une révolution n'est pas un poème épique ;

on la comparerait avec plus de raison à une crise violente survenant au cours d'une maladie. Et nulle comparaison ne sera meilleure ici que celle que l'on peut emprunter au langage biologique ou médical. L'abcès crève, la larve se transforme laborieusement, douloureusement peut-être en insecte, la vie recommence dans la souffrance et le dénuement physique. « Accouchement des sociétés » a-t-il été dit. Soit. Un accouchement n'est pas beau. La chair se crispe, se déchire, se révolte, saigne, l'être nouveau naît sans intelligence, sans force, mais acharné à vivre et souffrant déjà puisqu'il pleure. Et il commence lui aussi par avoir faim.

*L'idée de la révolution doit être révisée dans les esprits*, au contact de la réalité actuelle, afin — d'abord — de remplacer une notion fautive par une notion exacte — pour le seul avantage de l'intelligence (ce qui est déjà suffisant), afin, ensuite, que ceux qui veulent la révolution et vont vers elle, sachent bien où ils vont.

La guerre n'est pas glorieuse. Elle est affreuse. La gloire n'est qu'une notion subjective chez le spectateur — et encore chez le spectateur distant. Sans doute d'Assas, percé de coups de baïonnette, pour avoir crié dans la nuit : « A moi, France ! Voici l'ennemi ! » est magnifique... à décrire, mais la réalité qu'il a vécue, lui, la seule réalité pour lui qu'a été l'égarement, la soudaine désespérance de l'homme aux abois, cerné — puis l'effroyable douleur physique de sa chair déchirée par les couteaux. La guerre sociale, avec ses drames sans nombre, doit être ainsi jugée objectivement et surtout en dehors des considérations littéraires...

Deux vastes expériences devraient enfin le permettre à ceux qui se soucient d'un jugement sain. Quand une vieille société faiblit, se désagrège mais, s'obstinant à durer, réprime avec une sénile violence, les formes nouvelles de la vie montante, il suffit d'une secousse extérieure ou intérieure pour que se produise la révolution. Un monde crève, un monde naît. Le déséquilibre mental chez les foules et chez les individus devient fréquent. Les fanatismes s'exaspèrent. Hommes et choses sont emportés par une sorte de tempête où les plus forts survivent — mais beaucoup au hasard... Économiquement, le chaos, la désorganisation. On ne peut travailler, la production semble détruite. D'autre part, le vol. Il s'agit toujours d'une expropriation (en 1789-93 le tiers-État exproprie la noblesse et le clergé, en 1917-19, le prolétariat et le moujik exproprient la bourgeoisie et la noblesse) ; or, on n'exproprie pas sans songer d'abord à soi — du moins, en

règle générale. Au moral, le trouble, l'inquiétude, l'angoisse, le désarroi. Les anciennes valeurs sombrent ; les nouvelles ne sont point assurées. Telle est la révolution-réalité. Elle ne peut être autre chose. *Pour, à travers cette tourmente, poursuivre son chemin vers l'avenir — ou, pour consentir à l'avance à tous les risques d'un voyage à travers cette tourmente, l'homme qui veut « que crève le vieux monde » et que naisse l'ordre nouveau, ne doit plus regarder la réalité à travers la légende — mais en prendre stoïquement son parti. La grande œuvre révolutionnaire, il doit l'accomplir comme une rude et douloureuse tâche nécessaire à l'enfantement de l'avenir.*

Victor SERGE.

Pétrograd, août 1921.



**Bibliothèque**  
**Communiste**  
**PARIS**  
**123, rue Montmartre**

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i> .....	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ....	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i> ....	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i> .....	2 "
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
... <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
... <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75

# La Semaine Politique

## Après le Discours Painlevé : Impuissant Idéalisme

Le cycle des manifestations gastro-politiques s'est continué la semaine dernière par les discours de MM. Painlevé et Barthou. Le premier, au nom de la bourgeoisie réformatrice, a lancé, d'Avignon, un appel sonore « aux républicains ». Le second, au nom de la bourgeoisie conservatrice et autoritaire, a jeté, à Metz, au pied de la statue de Déroulède, ses habituels cocoricos.

Nous reconnaissons volontiers que le thème un peu spécial du discours de M. Barthou se prêtait peu aux vastes déploiements de la pensée ; l'homme aussi, d'ailleurs, est trop étroit, trop « petit » pour de tels exercices. Mais M. Painlevé ? Un homme d'une aussi riche culture scientifique ? Une intelligence assouplie au maniement de l'idée générale et aux règles précises, minutieuses, de la recherche scientifique ? Son discours, comme celui de M. Briand à Saint-Nazaire, est d'un vide vertigineux et noir qui donne l'idée du néant. Les hommes se meuvent aujourd'hui comme des pantins ridicules dans le chaos des choses que, seul, l'effort discipliné, méthodique, centralisé — et neuf — d'un grand parti international pourra remettre en ordre.

♦♦

Quelle « politique » propose donc M. Painlevé, au nom du « bloc des gauches » ? M. Painlevé ne veut « ni révolution brutale, ni conservatisme étriqué »... Vieille connaissance... : la formule n'est pas neuve. C'était, avant la guerre, en termes légèrement différents, la formule de la tiède *Alliance démocratique*, aujourd'hui filiale du Bloc National : « ni réaction, ni révolution », disait alors l'Alliance. M. Painlevé reprend la formule. Parfait... « Ni réaction, ni révolution »... c'est la formule-type de l'immobilité, de la conservation. Mais M. Painlevé ferme doucement les yeux à la réalité : après avoir ainsi défini et précisé la politique du piétinement, il entend la concilier avec « une montée audacieuse vers l'avenir ». M. Painlevé a pourtant assez de philosophie pour savoir qu'on concilie parfois les contraires, mais jamais les contradictoires. Et ce sont des contradictoires qui se trouvent là en présence...

« Des habiles, continue M. Painlevé, voudraient qu'il n'y eût plus, désormais, en France, que ces deux blocs en présence : le communiste et l'anticommuniste ». Nous rendons justice, nous, à l'objectivité clairvoyante de ces « habiles ».

Dans la vie économique comme dans la vie politique, deux seuls partis affirment d'irréductibles antagonismes : bourgeoisie et communisme, expression moderne du socialisme traditionnel. Les récents événements politiques et électoraux illustrent ce fait avec éclat.

Mais M. Painlevé professe pour le réel un mépris candide et désarmant. Certes, les bonnes intentions ne lui manquent pas ! Il veut « pencher à gauche ». Il reprend le mot de Michelet : « La France doit déclarer la paix au monde »... Eh quoi ? L'expérience de tout le XIX<sup>e</sup> siècle diplomatique et militaire, de cinquante années de « démocratie » bourgeoise, de quatre années de guerre mondiale ne compte donc pas ? « A l'heure où notre armée est la plus puissante du globe, où rien ne pourrait résister sur le continent à l'élan de nos soldats, nous voulons que la France déclare la paix au monde »... Non, non, hélas ! La France ne déclarera pas la paix au monde, précisément parce que son armée « est la plus puissante du globe » et que rien « ne pourrait résister à l'élan de nos soldats ». On ne joue pas avec le militarisme. Les grandes armées amènent les grandes guerres. Des dizaines de millions de jeunes Français en font en ce moment, en Syrie et ailleurs, la tragique expérience.

M. Painlevé continue. Il jette un coup d'œil rapide sur l'Europe hérissée de canons et de baïonnettes et lui prêche l'évangile du « désarmement ». Rien sur « le terrible problème russe ». Rien sinon de très honorables intentions sur les secours aux victimes de la famine. Mais rien sur la reprise des relations économiques ; rien sur la reprise des relations politiques !

Et la politique financière ? Et la politique économique ? Laissons la parole à l'ancien président du Conseil :

*Pour supporter ces charges énormes, la France doit travailler à bloc, et avant tout multiplier, mettre en œuvre à plein rendement tous ses moyens de production, perfectionner son outillage, développer ses laboratoires et tous ses enseignements scientifiques et techniques, s'ouvrir des débouchés et s'assurer des positions mattresses dans les marchés et les industries du monde.*

*Or, où trouver les ressources nécessaires à l'exécution d'un tel programme, alors que, précisément, les charges auxquelles on veut faire face dans l'avenir creusent déjà maintenant, dans le budget, de formidables déficits ?*

*Il y a là une contradiction ou plutôt un véritable cercle vicieux.*

La question est parfaitement posée... Le plus remarquable est que M. Painlevé, après avoir reconnu qu'elle était insoluble, entend esquisser une solution ; qu'après s'être élevé, au début de son discours, contre la révolution « brutale » (?), il déclare se rallier à une solution révolutionnaire ; et que, pour lui, le maximum des concessions à une solution révolutionnaire... va jusqu'à « l'inflation fiduciaire, rationnellement et sagement conduite » ! Soit le déséquilibre des changes, la montée des prix au moment où baissent les salaires, la spéculation souveraine... et la culbute à vive allure dans la faillite !

Pour finir, un long couplet sur la défense laïque. Le besoin s'en faisait en effet sentir. Des subventions déguisées sont chaque jour accordées par les Conseils municipaux aux écoles libres. Dans cette lutte, M. Painlevé nous trouvera à ses côtés. Mais c'est nous qui avons à craindre de ne pas l'y voir demeurer bien longtemps. Nous savons trop à quel point l'école d'Etat est une école de classe pour ne pas prévoir que demain, le danger de l'école libre passé, nous aurons à mener contre la bourgeoisie laïque la lutte contre ses manuels, ses programmes, contre tout l'esprit de son enseignement.

\*\*

Et voilà le discours de M. Painlevé... C'est à peu près tout le répertoire des bonnes intentions de la « démocratie ». Avancer dans l'immobilité, de grandes armées qui feront du pacifisme, une Europe plantée, baïonnette au canon, dans le prétoire de la Société des Nations souveraine, la misère économique et financière, la crise de la vie chère, résolue par la montée vertigineuse des prix : c'est le « programme » du bloc des gauches. C'est ainsi qu'on sauvera les masses laborieuses...

La démocratie bourgeoise offre au peuple le choix entre la bienveillance impuissante des partis de réforme et la malveillance active des partis de conservation. La République socialiste, par l'organisation sévère du travail, par l'annulation des charges financières qui oblitèrent tout budget bourgeois, par une entente fraternelle avec le prolétariat international, s'affirme seule capable de relever la France de ses ruines.

Le jour où M. Painlevé donnait au bloc des gauches son « programme », M. Barthou inau-

gurait, à Metz, la statue de Déroulède. Peu de chose à retenir de son discours, sinon une pointe aigüe à l'adresse de l'Angleterre... (« Mais les alliances sont faites de devoirs réciproques... la justice exige que les charges ne pèsent pas d'un seul côté ») et un passage caractéristique de l'incroyable importance des gouvernements bourgeois :

Notre diplomatie n'a pas d'intrigues : elle agit dans le plein jour de nos intérêts et de nos droits, solidaires de la paix du monde. Notre démocratie veut cette paix, qui lui est nécessaire, et elle la veut d'une volonté si ferme que personne, non, personne, n'entretient chez nous les desseins inavoués de je ne sais quelles aventures conçues. Aucun pays n'aspire plus que le nôtre, et plus loyalement, à la réduction de ses charges militaires.

Vraiment, n'importe quel cabinet « boche » peut être appelé à prendre demain la succession du cabinet Wirth. Je doute que, soit pour le désarmement, soit pour les réparations, il réussisse aussi bien dans l'imposture.

## Un Budget qui semble fuir

« Plus les jours s'écoulent, plus le budget de 1922 semble fuir », constate *le Temps* avec mélancolie. C'est exact... Le budget devait être déposé à la rentrée sur le bureau des Chambres. Il n'en fut rien. Et pour cause : dans le seul budget ordinaire, le déficit creuse un trou de plus de 3 milliards 300 millions. La commission somme le ministre des Finances de lui apporter un projet de 3 milliards d'économie : le ministre propose 30 millions — cent fois moins ! Nouvel ultimatum de la commission, donnant quarante-huit heures au ministre pour apporter un nouveau projet : le ministre apporte des promesses... Et la commission s'ajourne sagement au mardi 25 ! Il est plus que probable qu'il faudra faire appel à l'expédient onéreux des douzièmes. Qu'importe, en l'état où se trouvent les finances du pays !

Le projet de loi récemment distribué sur le budget général de 1922 contient à ce sujet une très utile documentation. J'en profite, pour donner ici des chiffres précis,

\*\*

D'abord la dette.

On la divise en deux grands compartiments :

1° La dette intérieure, formée des emprunts perpétuels rentes 3, 4, 5, 6 %, à terme (par exemple les obligations « de la Défense nationale ») ; flottants (par exemple : bons du Tré-

sor — dits, pendant la guerre : « de la Défense nationale » ;

2° La dette extérieure, formée principalement des emprunts consentis au cours de la guerre par les gouvernements étrangers.

Voici les chiffres :

### Dette intérieure

Dette perpétuelle..	100.141 millions de francs	
Dette à terme ....	38.571	—
Dette flottante ....	90.443	—
Ensemble ....	229.055	—

### Dette extérieure

Dette commerciale	6.490 millions de francs	
Dette politique :		
Grande Bretagne..	13.511	—
Etats-Unis .....	15.285	—
Ensemble ....	35.286	—

Si nous totalisons l'ensemble des dettes intérieures et extérieures, nous arrivons aux chiffres suivants :

229.055 + 35.286 = 264.341 millions de francs.

Comme la dette intérieure a été chiffrée au pair, il faut estimer à un minimum de 300 milliards la dette totale de la France, sans compter naturellement le capital représenté par les annuités des pensions et des réparations.

Le résultat budgétaire de ces charges ?

C'est que, chaque année, 12 milliards, soit près des 2/3 des revenus ordinaires, sont affectés au paiement des coupons de rente,

\*\*

A combien s'élèvent les budgets d'aujourd'hui ? A combien s'élèvera le budget de 1922 ? Pour celui-ci, les chiffres ne sont pas encore définitifs : il s'élèvera probablement à un total qui oscillera autour de celui de 1921.

Voici un tableau des crédits votés de 1913 à 1921 :

Crédits de 1913 :	4.464 millions de francs.	
Crédits de 1914		
période de guerre :	6.589	—
Crédits de 1915 :	22.804	—
Crédits de 1916 :	32.945	—
Crédits de 1917 :	41.879	—
Crédits de 1918 :	54.537	—
Crédits de 1919 :	49.038	—
Crédits de 1920 :	52.064	—
Crédits de 1921 :	45.289	—

A noter la supercherie enfantine qui permit de présenter en 1921 un chiffre de crédit sensiblement inférieur à celui de l'année précédente : près de 5 milliards 1/2 furent supprimés du budget des dépenses recouvrables (produit des réparations). Et le tour fut joué.

Les dépenses « de guerre » du budget « de paix » ?

Elles s'élevaient en 1920 à 6.343 millions ; en 1921 (crédits prévus) à 5.992 ; en 1922, elles s'élèveront (crédits proposés) à 4.699 millions.

Soit, en moyenne, un budget militaire quatre fois plus fort qu'avant la dernière des guerres..

Il reste l'assignat — et la banqueroute.

\*\*

Le déficit ?

On ne peut en donner, pour l'année courante, qu'une estimation très approximative. Il est vraisemblable qu'il oscillera autour de 25 milliards.

Même situation, sans doute, pour l'exercice prochain. Alors ?

## Rentrée Parlementaire

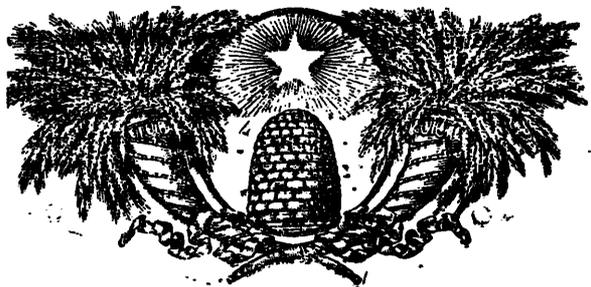
Voilà huit jours que les Chambres sont rentrées. La « politique générale » du cabinet a alimenté un inépuisable débat. Nous insisterons peu aujourd'hui, quitte à revenir sur le sujet après la fin de la discussion. On n'a pas oublié, dans ce débat « général », de poser, avec tout l'intérêt qu'il comporte, le problème de l'attitude politique des préfets, des élections — et des réélections — de 1922. Vain tapage.

Ne pouvant tout faire à la fois, la Chambre a ajourné la discussion du problème financier.

Elle paraît également ignorer la grande bataille sociale qui, depuis des semaines, se livre dans le Nord. Le groupe communiste ne tardera pas à lui rappeler qu'il se passe là-bas un drame et à lui demander de prendre ses responsabilités. Nous n'avons, certes, aucune illusion sur la réponse de la Chambre. Mais il importe qu'elle la fasse savoir — et que nous la fassions connaître.

Ainsi, ce chapitre de la guerre des classes sera complet.

G.-E. LABROUSSE.



# Allons aux Masses !

Au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, les appréciations portées sur l'activité révolutionnaire furent très différentes et il y eut divergence de vues quant au moyen le plus sûr et le plus rapide de gagner à la cause du communisme la grande majorité du prolétariat. Mais nul ne doute que la tâche actuelle et urgente des partis communistes est de se rapprocher des larges masses de la classe ouvrière. Quiconque verrait là une innovation ou un abandon des principes antérieurs de l'Internationale Communiste et du bolchevisme prouverait par là, qu'il soit « gauche » ou « droite », n'avoir rien compris jusqu'ici aux principes fondamentaux de notre tactique.

Que signifie donc le mot d'ordre du 3<sup>e</sup> Congrès : « Allons aux masses » ?

1<sup>o</sup> La simple constatation du fait : les communistes ne forment aujourd'hui qu'une minorité non seulement de la classe ouvrière, mais aussi des masses ouvrières politiquement et économiquement organisées ;

2<sup>o</sup> Que les communistes ne se basent pas sur une conception abstraite, née dans quelques têtes fantaisistes ; qu'ils ne sont pas d'avis que les travailleurs n'existent que pour la révolution ; qu'ils savent, bien au contraire, que la révolution doit être faite pour les ouvriers ;

3<sup>o</sup> Que le Parti Communiste ne peut former une avant-garde dans la lutte que lorsqu'il a derrière lui le gros de l'armée. Et ce gros de l'armée, auquel appartient le rôle décisif dans la lutte révolutionnaire, c'est la masse, la majorité de la classe ouvrière.

C'est précisément en raison de la puissante volonté révolutionnaire du Parti Communiste et parce qu'il envisage la situation du point de vue révolutionnaire, que le mot d'ordre : « Allons aux masses » a été lancé.

La constatation du fait que les communistes forment actuellement la minorité non seulement de la classe ouvrière, mais aussi des masses ouvrières organisées, signifie qu'une lutte énergique et tenace s'impose contre toutes les formes de l'opportunisme petit-bourgeois qui s'insinue dans la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne doit rester indifférent à aucune manifestation de la vie prolétarienne. La conscience de classe développée et la culture communiste ne peuvent servir de base à des principes poussant à mépriser les moins développés ou les moins conscients.

Ce mépris est le trait caractéristique des partis social-démocrates qui représentent l'aristocratie ouvrière, ainsi que des syndicats que leurs statuts rendent parfois peu accessibles aux masses ; il ne doit pas être le fait des partis communistes dont la tâche consiste à pénétrer jusqu'au fond de la classe ouvrière pour y mettre en valeur toute force vive révolutionnaire.

La constatation du fait que nous sommes la minorité ne signifie point que nous « abandonnons la révolution », comme l'ont proclamé, en parfaite intelligence, Friedrich Adler et

Herman Gorter. Elle signifie seulement la nécessité d'un objectif révolutionnaire. Cet objectif révolutionnaire consiste à gagner la majorité des masses à la cause du communisme. Les manifestations de la vie des masses ne peuvent d'ailleurs laisser les communistes indifférents pour cette autre raison que, marxistes révolutionnaires, ils n'ont jamais situé la révolution au-dessus des choses terrestres et cru que pour la faire descendre ici-bas il faut la mettre en contact avec la classe ouvrière. Ils n'ont jamais proclamé : « Au commencement était le Verbe ! », le Verbe dont le processus de réalisation doit être facilité par la classe ouvrière. Au contraire, au commencement étaient les travailleurs, les larges masses des travailleurs, qui se nourrissent non pas de mots, mais de pain, de viande et d'autres bonnes choses d'ici-bas ou plutôt qu'ils s'en nourriraient, si leurs salaires misérables que les patrons cherchent encore à réduire, y suffisaient. Sans parler de la faillite évidente de toutes les réformes tendant à améliorer la condition des masses, il devient de plus en plus évident que les partis social-démocrates et la bureaucratie syndicale même, qui préconisent encore les réformes, ne les prennent pas au sérieux et ne sont guère enclins à engager la lutte, quelque faible que soit la résistance de la bourgeoisie.

La classe ouvrière est donc celle qui a besoin de la révolution. On s'en rend compte aisément en suivant de près toutes les manifestations de la vie, de la volonté et des aspirations ouvrières, la lutte contre la baisse des salaires, etc., en soutenant les travailleurs quand la bourgeoisie cherche à diminuer encore, par de nouveaux impôts, leurs salaires réduits, en les encourageant à la lutte quand ils sont découragés, quand ils voient leurs intérêts trahis par ceux là mêmes qui prétendent les défendre.

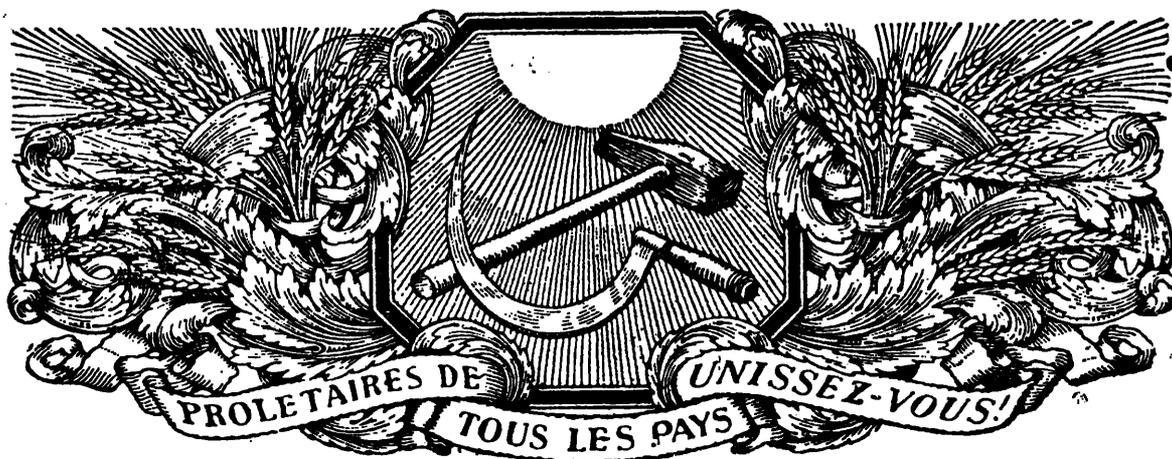
Quant à la cause qui met les masses en mouvement, elle nous est en elle-même assez indifférente, car chaque fois que les masses tentent d'avancer elles se heurtent aux murs du capitalisme. Ce qu'il faut bien comprendre c'est l'importance pour le Parti Communiste d'assister les travailleurs dans tous leurs mouvements et combien il lui serait fatal de demeurer à l'arrière des masses insurgées.

L'avant-garde peut vaincre dans les combats qu'elle engage, mais la bataille décisive ne peut être livrée que par le gros de l'armée, par la masse.

Le mot d'ordre : « Allons aux masses ! » ne signifie pas que l'Internationale Communiste abandonne son postulat fondamental, à savoir que nous vivons au siècle de la révolution sociale. Tout au contraire !

Mais l'accomplissement de la révolution sociale internationale sera la fin d'un long processus de lutte qui doit en assurer la victoire.

BELA KUN.



# Le 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou

## Les Thèses et Résolutions adoptées

*Le Bulletin Communiste a commencé dans son dernier numéro la reproduction des Thèses et Résolutions adoptées par le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Nous continuons aujourd'hui cette publication, en reproduisant in-extenso les documents concernant la structure, les méthodes et l'action des Partis Communistes, l'organisation de l'Internationale Communiste, la tactique du Parti Communiste en Russie. Les dernières thèses adoptées paraîtront dans notre prochain numéro.*

# Thèses sur la Structure, les Méthodes et l'Action des Partis Communistes adoptées le 12 juillet 1921, au cours de la 24<sup>e</sup> séance

### 1. — Généralités

1. L'organisation du Parti doit être adaptée aux conditions et aux buts de son activité. Le Parti Communiste doit être l'avant-garde, l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de sa lutte de classes révolutionnaire, et pendant la période de transition ultérieure vers la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste.

2. Il ne peut pas y avoir une forme d'organisation immuable et absolument convenable pour tous les Partis Communistes. Les conditions de la lutte prolétarienne se transforment sans cesse et conformément à ces transformations, les organisations d'avant-garde du prolétariat doivent aussi chercher constamment les nouvelles formes convenables. Les particularités historiques de chaque pays déterminent aussi des formes spéciales d'organisation pour les différents partis.

Mais ces différenciations ont une certaine limite.

La similitude des conditions de la lutte prolétarienne dans les différents pays et dans les différentes phases de la révolution prolétarienne constitue, malgré toutes les particularités existantes, un fait d'une importance essentielle pour le mouvement communiste. C'est cette similitude qui donne la base commune de l'organisation des Partis Communistes de tous les pays.

C'est sur cette base qu'il faut développer l'organisation des Partis Communistes et non tendre à la fondation de quelque nouveau Parti modèle à la place de celui qui existe déjà ou chercher une forme d'organisation absolument correcte ou des statuts idéaux.

3. La plupart des Partis Communistes, ainsi que l'Internationale Communiste, comme ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde entier, ont ceci de commun dans les conditions de leur lutte qu'ils doivent lutter contre la bourgeoisie encore régnante. La victoire sur celle-ci, la conquête du pouvoir arraché à la bourgeoisie, constituent, pour,

ces Partis et pour cette Internationale, le but principal déterminant.

L'essentiel, donc, pour tout le travail d'organisation des Partis Communistes dans les pays capitalistes, est donc d'édifier une organisation qui rende possible la victoire de la révolution prolétarienne sur les classes possédantes et qui l'affermisse.

4. Dans les actions communes, il est indispensable, pour le succès, d'avoir une direction ; celle-ci est nécessaire, surtout en vue des grands combats de l'histoire mondiale. L'organisation des Partis Communistes, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne.

Pour bien guider les masses, le Parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante : formation, organisation et éducation d'un Parti Communiste pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien.

5. La direction de la lutte sociale révolutionnaire suppose chez les Partis Communistes et dans leurs organes dirigeants la combinaison organique de la plus grande puissance d'attaque et de la plus parfaite adaptation aux conditions changeantes de la lutte.

Une bonne direction suppose, en outre, de la manière la plus absolue, la liaison la plus étroite avec les masses prolétariennes. Sans cette liaison, le Comité directeur ne guidera jamais les masses ; il ne pourra, dans le meilleur cas, que les suivre.

Ces relations organiques doivent être obtenues, dans les organisations du Parti Communiste, au moyen de la centralisation démocratique.

## 2. — La Centralisation démocratique

6. La centralisation démocratique dans l'organisation du Parti Communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti.

La centralisation dans le Parti Communiste ne doit pas être formelle et mécanique ; ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du Parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au Parti. Mais seuls, les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ces fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le Parti Communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adoptés par l'Internationale Communiste relativement à la centralisation démocratique.

Dans les organisations du vieux mouvement ouvrier non révolutionnaire se développa un dualisme de même nature que dans l'organisation de l'État bourgeois. Nous voulons parler du dualisme entre la bureaucratie et le « peuple ». Sous l'influence desséchante de l'atmosphère bourgeoise, les fonctions s'isolèrent en quelque sorte et la

communauté du travail fut remplacée par une démocratie purement formelle, et l'organisation elle-même se divisa en fonctionnaires actifs et en une masse passive. Le mouvement ouvrier révolutionnaire hérita jusqu'à un certain point, inévitablement du milieu bourgeois, cette tendance au formalisme et au dualisme.

Le Parti Communiste doit surmonter radicalement ces antagonismes par un travail systématique, politique et d'organisation et par des améliorations et des révisions répétées.

7. Un grand Parti Socialiste, en se transformant en Parti Communiste, ne doit pas se borner à concentrer dans sa direction centrale la fonction d'autorité en laissant subsister pour le reste l'ancien ordre de choses. Si la centralisation ne doit pas rester lettre morte, mais devenir un fait réel, il faut que sa réalisation s'accomplisse de sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement et un développement réellement justifiés de leur activité et de leur combativité communes. Autrement, elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureaucratisation du Parti et provoquerait ainsi une opposition contre toute centralisation, toute direction et toute discipline stricte. L'anarchisme est l'antipode du bureaucratisme.

Une démocratie purement formelle dans le Parti ne peut écarter ni les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchiques, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable, avant tout, de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels aussi bien au sein du Parti, entre les organes dirigeants et les membres, qu'entre le Parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas.

## 3. — Le devoir de travail des Communistes

8. Le Parti Communiste doit être une école de travail du marxisme révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserrent les liens entre les différents groupements et entre les différents membres.

Dans les Partis communistes légaux il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart des membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause d'une incertitude perpétuelle de leur développement.

9. Le danger qui menace toujours un Parti ouvrier qui fait ses premiers pas vers sa transformation communiste est de se contenter de l'acceptation d'un programme communiste, de remplacer dans sa propagande sa doctrine précédente par celle du communisme et de substituer seulement aux fonctionnaires hostiles à cette doctrine, des communistes. Mais l'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité de la masse des membres est maintenue, le Parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis au prolétariat par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition d'une sérieuse réalisation de ce programme, c'est l'entraînement de tous les membres au travail quotidien permanent.

L'art de l'organisation communiste consiste à utiliser tout et tous pour la lutte prolétarienne

des classes, à répartir rationnellement parmi tous les membres du Parti le travail politique et à entraîner, par leur intermédiaire, de plus grandes masses du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, à maintenir fermement dans ses mains la direction de l'ensemble du mouvement, non pas par la force du pouvoir, mais par la force de l'autorité acquise, c'est-à-dire celle de l'énergie, de l'expérience, de la capacité et de la tolérance.

10. Tout Parti Communiste doit donc, dans ses efforts, pour n'avoir que des membres véritablement actifs, exiger de chacun de ceux qui figurent dans ses rangs qu'il mette à la disposition de son parti sa force et son temps dans la mesure où il peut en disposer dans les circonstances données et de consacrer toujours au Parti le meilleur de soi. Pour être membre du Parti Communiste, il faut, d'une façon générale, avec la conviction communiste, cela va sans dire, accomplir aussi les formalités de l'inscription, tout d'abord éventuellement comme candidat, ensuite comme membre. Il faut payer régulièrement les cotisations établies, l'abonnement au journal du Parti, etc. Mais le plus important, c'est la participation de chaque membre au travail politique quotidien.

11. Tout membre du Parti doit, d'une façon générale, en vue du travail politique quotidien, être incorporé dans un petit groupe de travail, dans un comité, une commission, un bureau, un collège, une fraction ou un noyau. Ce n'est que de cette manière que le travail politique peut être réparti, dirigé et accompli régulièrement.

Il va sans dire qu'il faut aussi prendre part aux réunions générales des membres des organisations locales. Il est mauvais de chercher à remplacer ces réunions générales périodiques organisées légalement par des représentations restreintes ; il faut, au contraire, que tous les membres soient obligés d'assister régulièrement à ces réunions. Mais cela n'est point du tout suffisant. La seule préparation régulière de ces réunions suppose un travail fait dans de petits groupes ou par des camarades qui en sont spécialement chargés, de même que la préparation à l'utilisation efficace des réunions générales des ouvriers, manifestations et actions de masses du prolétariat. Les tâches multiples de cette activité ne peuvent être tentées et réalisées avec intensité que par de petits groupes. Sans ce travail constant de l'ensemble des membres, réparti dans un grand nombre de petits groupes ouvriers, les efforts les plus zélés dans la lutte de classes du prolétariat ne peuvent que rendre vaines toutes les tentatives pour influencer ces luttes ; elles ne peuvent pas entraîner la concentration nécessaire de toutes les forces vivantes révolutionnaires en un Parti Communiste uni et capable d'agir.

12. Il faut fonder des noyaux communistes pour le travail quotidien dans différents domaines de l'activité politique du Parti : pour l'agitation à domicile, pour les études du Parti, pour le service de la presse, pour la distribution de la littérature, pour le service des nouvelles, pour celui des liaisons, etc.

Les noyaux communistes sont des groupes pour le travail communiste quotidien dans les entreprises et dans les ateliers, dans les syndicats, dans les associations prolétariennes, dans les unités militaires, etc., partout où il y a au moins quelques membres ou quelques candidats du Parti Communiste. S'il y en a plusieurs dans la même entreprise ou dans le même syndicat, etc., chacun

d'eux devient une fraction dont le travail est dirigé par le groupe des noyaux de cette entreprise ou de ce syndicat.

S'il faut former tout d'abord une fraction plus vaste et d'opposition générale, ou s'il faut simplement prendre part à une telle organisation existant déjà, les communistes doivent s'efforcer d'en obtenir la direction par leur noyau.

La fondation d'un noyau communiste, sa transformation ou son action publique en qualité de communiste, sont subordonnées à l'observation scrupuleuse et à l'analyse des dangers et des avantages que présente la situation particulière envisagée.

13. C'est une tâche particulièrement difficile pour un Parti de masses communistes que d'organiser ces petits groupes de travail et d'établir le devoir pour tous de travailler dans le Parti. Et, certes, on ne saurait accomplir cette tâche en un jour, car elle exige une persévérance infatigable, une réflexion mûre et beaucoup d'énergie.

Ce qui est particulièrement important est que cette réorganisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir tous les membres en petits noyaux dans chaque organisation, suivant un schéma formel et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. Un tel début serait pire que l'inaction. Il provoquerait aussitôt la méfiance des membres du Parti et leur éloignement de cette importante transformation.

Il faut recommander que les dirigeants du Parti élaborent d'abord, après consultation approfondie avec des organisateurs assidus, les premières lignes directrices de cette transformation. Les organisateurs doivent être en même temps des communistes absolument convaincus et zélés et être exactement renseignés sur l'état du mouvement dans les différents centres principaux du pays. Après quoi les organisateurs ou les comités d'organisation, qui ont reçu les instructions nécessaires, doivent se mettre à préparer régulièrement le travail sur le lieu même ; ils doivent choisir et désigner les chefs de groupes et prendre les premières mesures immédiates en vue de cette transformation. L'on doit ensuite poser des tâches tout à fait définies et concrètes devant les organisations, les groupes d'ouvriers, les noyaux et les différents membres, et l'on doit le faire de telle façon que ces tâches leur apparaissent utiles, désirables et pratiques. S'il est nécessaire, on peut encore leur montrer, par des exemples pratiques, comment il faut s'y prendre pour exécuter les tâches. Et ce faisant, on doit surtout leur faire comprendre de quelles erreurs ils doivent se garder tout spécialement.

14. Ce nouveau mode d'organisation, il faut le réaliser pas à pas dans la vie. C'est pourquoi il ne faut pas fonder trop de nouveaux noyaux ou de groupes d'ouvriers dans les organisations locales. Il faut d'abord s'assurer, en se basant sur les résultats d'une courte pratique, que ces noyaux formés dans différentes usines et ateliers importants fonctionnent régulièrement et que les groupes ouvriers indispensables soient créés dans les autres domaines de l'activité de parti et qu'ils se consolident à un certain degré (par exemple, dans le service d'information, de liaison, dans l'agitation à domicile, le mouvement des femmes, la distribution d'écrits, le service de la presse, le mouvement des chômeurs, etc.). En tout cas, on ne doit pas aveuglément détruire le châtis de l'ancienne organisation avant que la nouvelle ne se soit, pour ainsi dire, stabilisée.

Mais, durant tout ce travail, la tâche fondamentale du travail d'organisation communiste doit être partout poursuivie le plus énergiquement possible. Cela exige de grands efforts, non seulement de la part des organisations légales, mais aussi de la part des organisations illégales. Jusqu'à ce qu'il y ait en réalité un large réseau de noyaux, de fractions et de groupes ouvriers à tous les points vitaux de la lutte de classe prolétarienne, jusqu'à ce que chaque membre du Parti, puissant et conscient de ses buts, prenne part au travail quotidien révolutionnaire et que cet acte de participation devienne pour les membres une question d'habitude naturelle, jusqu'à ce moment-là le Parti ne doit se permettre aucun repos dans ses efforts en vue de l'exécution de cette tâche.

15. Cette tâche fondamentale d'organisation oblige les organes dirigeants du Parti à guider continuellement et à influencer systématiquement le travail du Parti et à le faire d'une façon complète et sans intermédiaires. Il en résulte pour les camarades qui sont à la tête des organisations de parti l'obligation d'entreprendre les travaux les plus divers. L'organe central dirigeant du Parti Communiste doit non seulement veiller à ce que tous les camarades en général soient occupés, mais il doit encore leur venir en aide, diriger leur travail selon un plan ordonné et en connaissance pratique de cause, en orientant ce travail dans la bonne voie à travers toutes les conditions et circonstances spéciales. Dans sa propre activité, le centre doit également tâcher de trouver les erreurs commises et, en se basant sur l'expérience acquise, il doit toujours chercher à améliorer ses méthodes de travail, en ne perdant en même temps jamais de vue le but de la lutte.

16. Notre travail politique général, c'est la lutte pratique ou théorique pour la préparation de toute lutte. La spécialisation de ce travail a été très défectueuse jusqu'à présent. Il y a des domaines très importants sur lesquels le Parti n'a guère fait jusqu'à présent que des efforts tout à fait accidentels ; ainsi, par exemple, presque rien n'a été fait par les Partis légaux dans la lutte spéciale contre la police politique. L'instruction des camarades du Parti ne s'accomplit en général que d'une manière tout à fait accidentelle et secondaire, et cela d'une manière tellement superficielle que la plus grande partie des décisions les plus importantes du Parti, que même le programme et les résolutions de l'Internationale Communiste sont encore tout à fait inconnus des grandes couches des membres du Parti. Le travail d'instruction doit être ordonné et approfondi sans cesse par tout le système des organisations du Parti, tous les groupements de travail, afin d'obtenir, par ces efforts systématiques, un degré toujours plus élevé de spécialisation.

17. La reddition des comptes est un devoir des plus indispensables pour les organisations communistes. Il s'impose aussi bien à toutes les organisations et à tous les organes du Parti qu'à chaque membre individuellement. La reddition de comptes doit être accomplie régulièrement et de courts intervalles. Il faut, à cette occasion, faire des rapports sur l'accomplissement des missions spéciales confiées par le Parti. Il importe d'accomplir ces redditions de comptes d'une façon tellement systématique qu'elle s'enracine dans le mouvement communiste comme une de ses meilleures traditions.

18. Le Parti doit faire régulièrement un rapport à la direction de l'Internationale Communiste. Les

différentes organisations du Parti doivent faire leur rapport au Comité immédiatement supérieur (par exemple, rapport mensuel de l'organisation locale au Comité du Parti respectif).

Chaque noyau, fraction et groupe ouvrier doit faire un rapport à l'organe du Parti sous la direction effective duquel il se trouve. Les membres, individuellement, en font un, mettons hebdomadaire, au noyau ou au groupe de travail (et même à leur chef hiérarchique) auquel ils appartiennent relativement à l'accomplissement des missions spéciales dont ils ont été chargés par lui.

Cette sorte de reddition de comptes doit avoir lieu, à la première occasion, oralement si le Parti ou le mandant n'exige pas un rapport écrit. Les rapports doivent être concis et contenir des faits. L'organe qui le reçoit porte la responsabilité de la conservation de ces communications, qui ne sauraient être publiées sans danger. Il est également responsable de la communication des rapports importants à l'organe dirigeant du Parti, et cela sans aucun retard.

19. Il va sans dire que ces rapports du Parti ne doivent pas se borner à faire connaître ce que le rapporteur a fait, mais aussi contenir des communications au sujet des faits remarquables pendant son activité et qui peuvent être importants pour notre lutte. Ils doivent mentionner particulièrement les observations qui peuvent occasionner un changement ou une amélioration de notre tactique future. Il faut aussi y proposer les améliorations dont le besoin s'est fait sentir au cours de l'activité.

Dans tous les noyaux, fractions et groupes de travail communiste la réception et la remise des rapports doivent devenir une habitude.

Dans les noyaux et groupes de travail, on doit veiller à ce que les membres, individuellement ou en groupes, reçoivent régulièrement la mission spéciale d'observer et de rapporter ce qui se passe dans les organisations de l'adversaire et particulièrement dans les organisations ouvrières petites-bourgeoises et des Partis « socialistes »

#### 4. — Propagande et agitation

20. Notre tâche la plus importante avant le soulèvement révolutionnaire déclaré est la propagande et l'agitation révolutionnaire. Cette activité et son organisation sont menées souvent encore, pour la plus grande partie, à l'ancienne manière formaliste. Par des manifestations occasionnelles, par des réunions de masses et sans souci particulier du contenu révolutionnaire concret des discours et des écrits.

La propagande et l'agitation communistes doivent avant tout prendre racine dans les milieux les plus profonds du prolétariat. Elles doivent être inspirées par la vie concrète de ouvriers, par leurs intérêts communs, particulièrement par leurs luttes et efforts.

Ce qui donne le plus de force à la propagande communiste est son contenu révolutionnaire. A ce point de vue, il faut toujours considérer le plus attentivement possible les devises et l'attitude à prendre à l'endroit de questions concrètes dans des situations diverses. Afin que le Parti puisse toujours prendre une juste position, il faut donner un cours d'instruction prolongé et complet, non seulement aux propagandistes et agitateurs de profession, mais encore à tous ses autres membres.

21. Les formes principales de propagande et

d'agitation communistes sont : entretiens personnels verbaux, participation aux combats des mouvements ouvriers syndicaux et politiques, action par la presse et la littérature du Parti. Chaque membre d'un Parti légal ou illégal doit, d'une façon ou d'une autre, prendre part régulièrement à cette activité.

La propagande personnelle verbale doit être menée en, premier lieu, en guise d'agitation à domicile, organisée systématiquement et confiée à des groupes institués spécialement dans ce but. Pas une seule maison, située dans la sphère d'influence de l'organisation locale du Parti, ne doit rester en dehors de cette agitation. Dans les villes plus importantes, une agitation de rue, spécialement organisée au moyen de placards et de feuilles, peut souvent avoir de bons résultats. En outre, dans les usines et les ateliers, on doit organiser une agitation personnelle régulière, menée par les noyaux ou fractions du Parti et complétée par la distribution de littérature.

Dans les pays dont la population contient des minorités nationales, le devoir du Parti est d'accorder toute l'attention nécessaire à la propagande et à l'agitation dans les couches prolétariennes de ces minorités. L'agitation et la propagande devront naturellement être menées dans la langue des minorités nationales respectives. Il faudra, dans ce but, que le Parti crée des organes appropriés.

22. Quand la propagande communiste se fait dans les pays capitalistes où la majorité du prolétariat n'a encore aucun penchant révolutionnaire conscient, il faut chercher des méthodes d'action toujours plus parfaites pour aller au-devant de la compréhension de l'ouvrier, non encore révolutionnaire, mais commençant à le devenir, et pour l'inciter à entrer dans le mouvement révolutionnaire. La propagande communiste doit se servir de ces principes dans les différentes situations pour soutenir dans l'esprit de l'ouvrier, luttant en lui-même contre les traditions et les préjugés bourgeois, les tendances qui y prennent seulement naissance, encore inconscientes, incomplètes, hésitantes et à moitié bourgeoises, mais qui constituent cependant un élément de progrès révolutionnaire.

En même temps, la propagande communiste ne doit pas se confiner dans le cadre des demandes ou espérances des masses prolétariennes, telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire restreintes et indécises. Les germes révolutionnaires de ces demandes et espérances ne forment que le point de départ qui nous est nécessaire pour les influencer. Car c'est seulement dans une telle conjoncture qu'on peut expliquer au prolétariat, d'une façon plus compréhensible, le communisme.

23. Il faut mener l'agitation communiste parmi les masses prolétariennes, de telle manière que les prolétaires militants reconnaissent notre organisation communiste comme celle qui doit diriger loyalement et courageusement, avec prévoyance et énergie, leur propre mouvement vers un but commun.

A cette fin, les communistes doivent prendre part à tous les mouvements de la classe ouvrière et prendre sur eux de sauvegarder les intérêts des ouvriers dans tous leurs conflits avec les capitalistes au sujet de la journée de travail, les salaires, des conditions de travail, etc. Les communistes doivent, ce faisant, s'occuper énergiquement des questions concrètes de la vie des ouvriers, les aider à se débrouiller dans ces ques-

tions, attirer leur attention sur les cas d'abus les plus importants, les aider à formuler exactement et pratiquement leurs revendications aux capitalistes et en même temps développer chez eux l'esprit de solidarité et la conscience de la communauté de leurs intérêts et de ceux des ouvriers de tous les pays comme étant les intérêts d'une classe unie constituant une partie de l'armée mondiale du prolétariat.

Ce n'est qu'en prenant constamment part à ce menu travail quotidien absolument nécessaire, en apportant tout son esprit de sacrifice dans tous les combats du prolétariat, que le Parti Communiste peut se développer en vrai parti communiste. Ce n'est que par ce travail que les communistes se distingueront de ces Partis socialistes de pure propagande et d'enrôlement qui ont fait leur temps et dont l'activité ne consiste qu'en réunions de membres, en discours sur les réformes et en exploitation des impossibilités parlementaires. La participation consciente et dévouée de toute la masse des membres d'un parti à l'école des combats et différends quotidiens entre les exploités et les exploités est la prémisses indispensable, non seulement pour la conquête du pouvoir mais, dans une mesure encore plus large, pour la réalisation de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'en se plaçant à la tête des masses ouvrières dans leurs guérillas constantes contre les attaques du capital que le Parti Communiste peut devenir capable d'être l'avant-garde de la classe ouvrière, d'apprendre systématiquement à diriger en fait le prolétariat et d'acquiescer les moyens de préparer consciemment l'expulsion de la bourgeoisie.

24. Les communistes doivent être mobilisés en grand nombre pour prendre part au mouvement des ouvriers, surtout pendant les grèves et les lock-out et les autres renvois en masses.

Les communistes commettent une faute très grave s'ils s'en rapportent au programme communiste et à la bataille révolutionnaire finale pour prendre une attitude passive et négligente ou même hostile à l'égard des combats quotidiens que les ouvriers livrent aujourd'hui pour des améliorations, même peu importantes, de leurs conditions de travail. Si menues et modestes que soient les revendications pour la satisfaction desquelles l'ouvrier est déjà prêt à entrer en ligne contre les capitalistes, les communistes ne doivent jamais en prendre prétexte pour se tenir à l'écart du combat. Notre activité d'agitation ne doit pas donner lieu à croire que les communistes sont des instigateurs aveugles de grèves stupides et autres actions insensées ; mais nous devons marquer partout, parmi les ouvriers militants, la renommée des meilleurs camarades de combat.

25. La pratique du mouvement syndical a montré que les noyaux et fractions communistes sont assez souvent confus et ne savent que faire lorsqu'ils sont mis en présence des plus simples questions du jour. Il est facile, quoique bien stérile, de ne prêcher toujours que les principes généraux du communisme, mais cela aboutit à une conduite semblable à celle d'un syndicalisme vulgaire dans les premières questions concrètes venues. Par de pareilles actions, on ne fait que faciliter le jeu des dirigeants de l'Internationale jaune d'Amsterdam.

Les communistes doivent, au contraire, déterminer leur attitude selon les données matérielles de chaque question qui se pose. Par exemple, au lieu de s'opposer, par principe, à tout contrat de tarif ouvrier, ils devraient, avant tout, mener directement la lutte pour des modifications maté-

rielles du texte de ces contrats, recommandés par les chefs d'Amsterdam. Il est vrai qu'il faut condamner et combattre résolument toutes les entraves qui empêchent les ouvriers d'être prêts aux combats. Il ne faut pas oublier que c'est justement le but des capitalistes et de leurs complices d'Amsterdam de lier les mains aux ouvriers au moyen de chaque contrat de tarif. C'est pourquoi il est évident que le devoir du communiste est d'exposer ce but aux ouvriers. Mais, en règle générale, le meilleur moyen pour les communistes d'arriver à contrecarrer ce but est de proposer un tarif qui ne lie pas les ouvriers.

Cette même attitude est, par exemple, très utile par rapport aux caisses d'assistance et aux institutions de secours des syndicats ouvriers. La collection de moyens de combat et la distribution de subventions en temps de grève par les caisses mutuelles ne sont pas des actions mauvaises en elles-mêmes, et s'opposer en principe à ce genre d'activité serait mal placé. Seulement, il faut dire que ces collectes d'argent et ce moyen de le dépenser, préconisés par les chefs d'Amsterdam, sont en contradiction avec les intérêts des classes révolutionnaires. Par rapport aux caisses syndicales d'hôpitaux, etc., etc., il s'agit que les communistes réclament la suppression des cotisations spéciales et également la suppression de toute contrainte sur les syndiqués pour alimenter les caisses volontaires. Mais si nous défendons aux membres d'apporter leur argent pour venir en aide aux organisations de secours aux malades, la partie de ces membres qui veut toujours continuer à assurer par ses donations l'aide accordée à ces institutions ne nous comprendra pas si nous le lui défendons sans autre explication. Il faut d'abord délivrer ces membres, par le moyen d'une propagande personnelle intensive, de leur tendance petite-bourgeoise.

26. Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là, on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs social-traitres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.

Il ne suffit nullement de jeter simplement à la face des chefs d'Amsterdam l'injure de « jaunes ». Leur caractère de « jaunes » doit être montré en détail et par des exemples pratiques. Leur activité dans les unions d'ouvriers, au Bureau International du Travail de la Ligue des Nations, dans les ministères et les administrations bourgeoises, leurs paroles trompeuses dans les discours prononcés aux conférences et aux Parlements, les passages essentiels de leurs nombreux articles pacificateurs dans des centaines de journaux et de revues, mais surtout leur manière hésitante et oscillante de se conduire quand il s'agit de préparer et de mener à bien même les moindres mouvements de salaires et les combats d'ouvriers — tout cela offre chaque jour l'occasion d'exposer la conduite déloyale et traîtresse des chefs d'Amsterdam et de les marquer du nom de « jaunes ». On peut le faire en soumettant des propo-

sitions, des motions et par des discours formulés tout à fait simplement.

Il faut que les noyaux et fractions du Parti fassent systématiquement des attaques pratiques. Les communistes ne doivent pas se laisser arrêter par les explications de la bureaucratie syndicale inférieure, qui cherche à se défendre de sa faiblesse, — qui apparaît parfois, malgré toute sa bonne volonté de la cacher — en en attribuant la cause aux statuts, aux décisions des conférences et aux ordres reçus de leurs comités centraux. Les communistes doivent constamment réclamer de cette bureaucratie inférieure des réponses claires et lui demander ce qu'elle a fait pour écarter les obstacles qu'elle allègue et si elle est prête à combattre avec les ouvriers pour leur destruction.

27. Les fractions et les groupes d'ouvriers doivent soigneusement se préparer d'avance à la participation des communistes aux assemblées et aux conférences des organisations syndicales. On doit, par exemple, élaborer ses propres propositions, choisir ses rapporteurs et les orateurs pour les défendre, proposer comme candidats des camarades capables, expérimentés et énergiques, etc.

Les organisations communistes doivent également, au moyen de leurs groupes ouvriers, se préparer avec soin à toutes les assemblées générales, aux assemblées électorales, aux démonstrations, aux fêtes politiques ouvrières, etc., organisées par les partis ennemis. Lorsqu'il s'agit d'assemblées ouvrières générales organisées par les communistes mêmes, les groupes ouvriers communistes doivent en aussi grand nombre que possible, tant avant qu'au cours des assemblées, agir d'après un plan unique, afin d'être sûrs de profiter amplement de ces assemblées au point de vue organisationnel.

28. Les communistes doivent aussi, toujours de mieux en mieux, apprendre à attirer pour toujours, dans la sphère d'influence du Parti, les ouvriers non organisés et inconscients. Nos noyaux et fractions doivent tout faire pour faire naître le mouvement parmi ces ouvriers, pour les faire entrer dans les syndicats et pour leur faire lire le journal du Parti. On peut se servir également d'autres unions ouvrières en qualité d'intermédiaires pour propager notre influence (comme par exemple les sociétés d'instruction et les cercles d'études, les sociétés sportives, théâtrales, les unions de consommateurs, les organisations des victimes de la guerre, etc.).

Là où le Parti Communiste est obligé de travailler illégalement, de telles unions ouvrières peuvent, avec l'approbation et sous le contrôle de l'organe dirigeant du Parti, être formées en dehors du parti par l'initiative de ses membres (Unions de Sympathisants). Les organisations communistes de la Jeunesse et des Femmes peuvent, elles aussi, grâce à leurs cours, aux soirées de conférences, aux excursions, aux fêtes, aux picknicks des dimanches, etc., éveiller d'abord dans beaucoup de prolétaires restés encore indifférents aux questions politiques, l'intérêt pour une vie d'organisation commune et ensuite les attirer pour toujours et leur faire prendre part de cette façon à un travail utile à notre parti (par exemple, la distribution des feuilles, proclamations et autres, la répartition des journaux du Parti, des brochures, etc.). C'est par une participation active aux mouvements communs que ces ouvriers seront le plus facilement délivrés de leurs tendances petites-bourgeoises.

29. Pour conquérir les couches semi-prolétarien-

nes de la masse ouvrière et en faire des sympathisants au prolétariat révolutionnaire, les communistes doivent surtout, socialement opposer les intérêts de ces couches aux intérêts des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et de l'Etat bourgeois, et mettre en lumière les contradictions qui existent entre ces intérêts. Ils doivent, au moyen d'entretiens continus, débarrasser ces couches intermédiaires de leur défiance envers la révolution prolétarienne. Pour arriver à ce résultat, il faudra parfois mener la propagande pendant un certain temps. Il faut témoigner un intérêt sensible pour les exigences de vie des semi-prolétaires ; il faut organiser pour eux des bureaux de renseignements gratuits et leur venir en aide pour surmonter de petites difficultés dont ils ne pourraient se tirer eux-mêmes.

Il faut les attirer dans des institutions spéciales qui serviront à les instruire gratuitement, etc., etc. Toutes ces mesures pourront augmenter la confiance dans le mouvement communiste. Il faut en même temps être très prudent et agir infatigablement contre les organisations et les personnes hostiles qui ont de l'autorité en un endroit donné ou qui possèdent une influence sur les petits paysans travailleurs, sur les artisans à domicile et les autres éléments demi-prolétaires. Il faut caractériser les ennemis les plus proches, ceux que les exploités connaissent, comme leurs oppresseurs, par leur propre expérience, il faut caractériser comme personnifiant le crime du capitalisme tout entier. Les propagandistes et agitateurs communistes doivent utiliser à l'extrême et d'une façon compréhensible pour tous, tous les éléments et faits quotidiens qui mettent la bureaucratie d'Etat en conflit direct avec l'idée de la démocratie petite-bourgeoise et de « l'Etat du droit ».

Toutes les organisations locales à la campagne doivent partager exactement entre leurs membres les tâches de l'agitation à domicile qu'elles doivent développer dans la sphère de leur activité dans tous les villages, dans toutes les cours de châteaux et dans les fermes et maisons isolées.

30. Pour la propagande dans l'armée et dans la flotte de l'Etat capitaliste, il faudra rechercher dans chaque pays les méthodes les mieux appropriées. L'agitation antimilitariste dans le sens pacifiste est tout à fait mauvaise, car elle ne peut qu'encourager la bourgeoisie dans son désir de désarmer le prolétariat. Le prolétariat repousse en principe et combat de la manière la plus énergique toutes les institutions militaristes de l'Etat bourgeois et de la classe bourgeoise en général. D'autre part le prolétariat profite de ces institutions (armée, sociétés de préparation militaire, milice pour la défense des habitants, etc.) pour exercer militairement les ouvriers en vue des luttes révolutionnaires. L'agitation intensive ne doit donc pas être dirigée contre la formation militaire de la jeunesse et des ouvriers, mais contre l'ordre militariste et contre l'arbitraire envers les ouvriers. Le prolétariat doit utiliser de la façon la plus énergique toute possibilité de se procurer des armes.

L'antithèse de classes qui se manifeste dans les privilèges matériels des officiers et dans les mauvais traitements infligés aux soldats doit être démontrée à ces derniers. En outre, dans l'agitation parmi les soldats, il faut nettement faire ressortir comment tout leur avenir est lié étroitement au sort de la classe exploitée. Dans la période avancée de la fermentation révolutionnaire, l'agitation en faveur de l'élection démocratique du commandement par les soldats et par

les matelots, et en faveur de la formation des soviets de soldats peut être très efficace pour saper les bases de la domination de la classe capitaliste.

Le maximum d'attention et d'énergie est constamment nécessaire dans l'agitation contre les troupes spéciales que la bourgeoisie arme pour la guerre de classes, et en particulier contre ses bandes de volontaires armés. La décomposition sociale doit être portée systématiquement et en temps voulu dans leurs rangs là où la composition sociale et son milieu corrompu le permettent. Quand ces bandes ou ces troupes portent un caractère de classe uniformément bourgeois, comme par exemple dans les troupes composées exclusivement d'officiers, il faut les démasquer devant l'ensemble de la population, les rendre méprisables et odieuses de façon à provoquer leur dissolution intérieure par suite de l'isolement qui en découlera.

## 5. — Organisation des luttes politiques

31. Pour un Parti Communiste, il n'y a pas de moment où l'organisation du parti puisse rester politiquement inactive. L'utilisation organique de toute situation politique et économique et de toute modification de cette situation doit être élevée au degré d'une stratégie et d'une tactique organisées.

Si le Parti est encore faible, il est cependant en mesure de profiter d'événements politiques ou de grandes grèves qui ébranlent toute la vie économique, pour mener une action de propagande radicale systématiquement et méthodiquement organisée. Une fois qu'un parti a pris sa décision dans une situation de ce genre, il doit mettre en mouvement pour cette campagne, avec la dernière énergie, tous ses membres et toutes les branches de son mouvement.

En premier lieu, il faudra utiliser toutes les liaisons que le Parti s'est créées par le travail de ses noyaux et de ses groupes de propagande pour organiser des réunions dans les principaux centres politiques ou grévistes, réunions dans lesquelles les orateurs du parti devront montrer aux assistants que les principes communistes sont le moyen de sortir des difficultés de la lutte. Des groupes de travail spéciaux devront préparer jusque dans leurs moindres détails toutes ces réunions. S'il n'est pas possible d'organiser des réunions à soi, des camarades aptes devront se présenter comme principaux orateurs dans les réunions générales des grévistes ou en général des prolétaires menant un combat sous quelque forme que ce soit.

S'il y a espoir de gagner la majorité, ou tout au moins une grande partie de la réunion, à nos principes, ceux-ci devront être formulés dans des propositions et résolutions bien rédigées et adroitement motivées. Une fois de semblables propositions ou décisions adoptées, il faudra s'appliquer à ce que, sous une forme identique ou analogue, tout au moins de fortes minorités dans toutes les réunions tenues sur le même sujet dans la localité en question ou dans d'autres les fassent leurs. Ainsi, nous obtiendrons la concentration des couches prolétariennes en mouvement qui, pour le moment subissent seulement notre influence morale, et nous leur ferons admettre la nouvelle direction.

Après toutes ces réunions, les groupes de travail ayant participé à leur préparation et à leur utilisation devront se rencontrer non seulement pour faire un rapport au Comité Directeur du Parti, mais aussi pour tirer des expériences fai-

tes ou des fautes éventuellement commises les enseignements nécessaires à l'activité ultérieure.

Selon les situations, les mots d'ordre pratiques devront être portés à la connaissance des masses ouvrières intéressées, au moyen d'affiches et de petites feuilles volantes, ou encore au moyen de tracts détaillés remis directement aux combattants et sur lesquels le communisme est éclairé par des devises d'actualité adaptées à la situation. Pour répandre adroitement les tracts, des groupes spécialement organisés sont nécessaires ; ces groupes auront à trouver les endroits où les affiches devront être collées et à choisir le moment opportun pour cette opération. La distribution des feuilles volantes dans et devant les lieux de travail, dans les établissements publics, dans les maisons communes des ouvriers participants au mouvement, aux carrefours, dans les bureaux de placement et dans les gares, devra être accompagnée autant que possible d'une discussion en termes frappants susceptibles d'être colportés dans les masses ouvrières en mouvement. Les tracts détaillés devront être répandus autant que possible seulement dans les lieux couverts, dans les ateliers, dans les habitations et d'une façon générale partout où on peut attendre une attention soutenue.

Cette propagande intense doit être appuyée par une action parallèle dans toutes les assemblées de syndicats ou d'entreprises entraînés dans le mouvement, soit que nos camarades y aient été invités, soit qu'ils aient organisé eux-mêmes ces assemblées, qu'ils devront alors pourvoir de rapporteurs ou d'orateurs appropriés. Les journaux du Parti doivent constamment mettre à la disposition de ce mouvement la plus grande partie de leurs colonnes et leurs meilleurs arguments ; l'ensemble de l'appareil du Parti devra d'ailleurs, pendant tout le temps que durera le mouvement, être entièrement et sans relâche au service de l'idée générale qui l'anime.

32. Les manifestations et les actions démonstratives exigent une direction très dévouée et très mobile, qui ait constamment en vue le but de ces actions et soit à tout moment en mesure de se rendre compte si la manifestation a obtenu son plus grand effet ou si, dans la situation donnée, il est possible de l'intensifier encore en l'élargissant pour en faire une action de masses sous la forme tout d'abord de grèves démonstratives et ensuite de grèves de masses. Les manifestations pacifistes pendant la guerre nous ont enseigné que, même après l'écrasement de ces sortes de manifestations, un vrai Parti prolétarien de lutte, même illégal, ne doit ni hésiter, ni s'arrêter quand il s'agit d'un grand but actuel important, éveillant nécessairement dans les masses un intérêt toujours croissant.

Les manifestations dans la rue trouvent leur meilleur appui dans les grandes entreprises. Lorsqu'on en est arrivé à créer un certain état d'esprit commun, au moyen du travail préparatoire méthodique de nos noyaux et de nos fractions, à la suite d'une propagande orale ou par tracts, les hommes de confiance de notre Parti, dans les entreprises, les chefs des noyaux et des fractions, devront être convoqués, par le Comité Directeur, à une conférence où seront discutées, pour le jour suivant, l'opération convenable, le moment exact de la rencontre, le caractère des mots d'ordre, les perspectives de l'action, son intensification et le moment de sa cessation et de sa dissolution. Un groupe de fonctionnaires, munis de bonnes instructions et experts dans les questions d'organisation, devra constituer l'axe de la manifestation,

depuis le départ du lieu du travail jusqu'à la dislocation du mouvement de masses. Afin que ces fonctionnaires maintiennent le contact vivant entre eux et puissent recevoir constamment les directions politiques nécessaires à chaque moment, des travailleurs responsables, du Parti, doivent participer méthodiquement, parmi les masses, à la manifestation. Cette direction mouvante, politique et organisée, de la manifestation, constitue la condition la plus favorable pour le renouvellement et, éventuellement, pour l'intensification de l'action et sa transformation en grandes actions de masses.

33. Les Partis Communistes qui jouissent déjà d'une certaine solidité intérieure, qui disposent d'un groupe de fonctionnaires éprouvés et d'un nombre de partisans considérable dans les masses, doivent tout faire pour détruire, au moyen de grandes campagnes, l'influence des chefs socialistes-traitres et pour amener la majorité des ouvriers sous la direction communiste. Les campagnes doivent être organisées différemment, selon que les luttes actuelles permettent au Parti Communiste d'agir comme guide du prolétariat et de se mettre à la tête du mouvement ou que règne une stagnation momentanée. La composition du Parti sera aussi un élément déterminant pour les méthodes d'organisation des actions.

C'est ainsi que pour gagner, plus que cela n'était possible dans les différentes circonscriptions, les couches socialement décisives du prolétariat, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, comme jeune Parti de masses, recourut au moyen dit de la « Lettre ouverte ». Afin de démasquer les chefs socialistes-traitres, le Parti Communiste s'adressa, à un moment où la misère et les antagonismes de classe s'aggravaient, aux autres organisations du prolétariat pour exiger d'elles une réponse nette devant le prolétariat à la question de savoir si elles étaient disposées, avec leurs organisations apparemment si puissantes, à entreprendre la lutte commune, d'accord avec le Parti Communiste, pour les revendications minima, pour un misérable morceau de pain et contre la misère évidente du prolétariat.

Lorsque le Parti Communiste commence une campagne semblable, il doit prendre toutes mesures pour provoquer un écho à son action dans les plus larges masses ouvrières. Toutes les fractions professionnelles et tous les fonctionnaires syndicaux du Parti doivent, dans toutes les réunions des ouvriers par entreprises ou par syndicats, et dans toutes les réunions publiques en général, mettre en discussion les revendications vitales du prolétariat.

Partout où nos fractions et nos noyaux veulent préparer à nos revendications l'approbation des masses, des feuilles volantes, des tracts et des affiches devront être répandus avec adresse afin d'émouvoir l'opinion. La presse de notre Parti, pendant les semaines que dure cette campagne, doit éclairer le mouvement, tantôt brièvement, tantôt avec plus de détails, mais sous des aspects toujours nouveaux. Les organisations devront pourvoir la presse d'informations courantes relatives au mouvement et veiller énergiquement à ce que les rédacteurs ne se relâchent jamais dans cette campagne du Parti. Les fractions du Parti au Parlement et dans les institutions municipales devront aussi se mettre systématiquement au service de ces luttes. Elles devront provoquer la discussion par des propositions correspondantes dans les assemblées délibérantes, suivant les directions du Parti. Les députés devront agir et se sentir comme des membres conscients des masses combattantes, comme leurs porte-parole dans le camp

de leurs ennemis de classe, comme des fonctionnaires responsables et comme des travailleurs du Parti.

Lorsque l'action concentrée, organisée et cohérente de tous les membres du Parti aura provoqué un nombre d'ordres du jour d'approbation toujours plus grand et augmentant sans cesse au cours de quelques semaines, le Parti se trouvera placé devant cette grave question : organiser, concentrer organiquement les masses adhérant à nos mots d'ordre.

Si le mouvement a pris surtout un caractère syndical, il faut avant tout s'appliquer à augmenter notre influence dans les syndicats, en prescrivant à nos fractions communistes de s'attaquer, après bonne préparation, directement à la direction syndicale locale pour : ou bien la renverser, ou bien la contraindre à mener la lutte organisée sur la base des mots d'ordre de notre Parti.

Là où il y a des comités d'usines, des conseils d'industrie ou autres institutions analogues, il faut que nos fractions agissent en sorte que ces institutions participent à cette lutte. Une fois qu'un certain nombre d'organisations locales ont été acquises à cette lutte, sous la direction communiste, pour les intérêts vitaux les plus élémentaires du prolétariat, ces organisations doivent être convoquées en conférences auxquelles les réunions générales d'entreprises, qui se sont décidées dans le même sens, enverront leurs délégués. La nouvelle direction, ainsi consolidée sous l'influence communiste, gagne, par cette concentration des groupes actifs du prolétariat organisé, une nouvelle force d'attaque, qui doit être utilisée à son tour pour pousser en avant la direction des Partis socialistes et des syndicats, ou tout au moins pour l'anéantir organiquement.

Dans les régions économiques où notre Parti dispose de ses meilleures organisations et où il a trouvé les plus nombreuses approbations pour ses mots d'ordre, il faut, par une pression organisée sur les syndicats et les soviets d'entreprises locales, concentrer toutes les luttes économiques isolées éclatant dans cette région et aussi les mouvements développés par d'autres groupes et les transformer en une vaste lutte unique dépassant désormais le cadre des intérêts professionnels particuliers, et poursuivant quelques revendications élémentaires communes, afin de réaliser ces revendications à l'aide des forces réunies de toutes les organisations de la région.

Dans un pareil mouvement, le Parti Communiste sera le vrai guide du prolétariat prêt à la lutte, tandis que la bureaucratie syndicale et les Partis socialistes qui s'opposeraient à un mouvement organisé avec un tel accord, seraient brisés, non seulement par la perte de toute autorité politique et morale, mais aussi par la destruction effective de leur organisation.

34. Si le Parti Communiste est obligé d'essayer de prendre en main la direction des masses à un moment où les antagonismes politiques et économiques sont surexcités et provoquent de nouveaux mouvements et de nouvelles luttes, on peut renoncer à établir des revendications particulières et adresser des appels simples et concis directement aux membres des Partis socialistes et des syndicats, les invitant à ne point éviter les luttes nécessaires contre les entrepreneurs, même en dépit des conseils de leurs chefs bureaucratés, étant donné la grande misère et l'oppression croissante et afin de n'être pas poussés à la perte et à la ruine complète. Les organes du Parti et surtout les quotidiens, doivent chaque jour démontrer et souligner pendant ce mouvement que

les communistes sont prêts à participer en chefs aux luttes actuelles ou proches des prolétaires réduits à la misère, et qu'ils accourront au secours de tous les opprimés dès que cela sera possible dans la situation tendue du moment. Il faudra prouver quotidiennement que le prolétariat ne saurait plus continuer à subsister sans ces luttes et que, néanmoins, les anciennes organisations cherchent à les éviter et à les empêcher.

Les fractions syndicales et professionnelles doivent sans cesse faire appel dans les réunions à l'esprit de combat de leurs camarades communistes en leur faisant comprendre clairement qu'on ne saurait plus hésiter. Mais l'essentiel pendant une campagne de ce genre est la concentration et l'unification organique des luttes et des mouvements provoqués par la situation. Non seulement les noyaux et les fractions communistes des entreprises et des syndicats entraînés dans la lutte doivent constamment garder entre eux le contact le plus étroit, mais encore les directions doivent mettre immédiatement à la disposition des mouvements qui se produisent des fonctionnaires et des militants actifs du parti chargés, d'accord avec les combattants, de généraliser, d'élargir et d'intensifier tous ces mouvements en même temps que les diriger. La tâche principale de l'organisation consiste à faire ressortir partout ce qu'il y a de commun entre toutes ces différentes luttes pour pouvoir ainsi arriver, en cas de besoin, à une lutte générale par des moyens politiques.

Pendant la généralisation et l'intensification des luttes, il sera nécessaire de créer des organes uniques de direction. Au cas où dans certains syndicats, le comité de grève bureaucratique viendrait à manquer à sa tâche, il faudra que les communistes obtiennent à temps, en exerçant la pression nécessaire, le remplacement de ces bureaucratés par des communistes qui assureront la direction ferme et décidée de cette lutte. Dès qu'on aura réussi à combiner plusieurs combats, il faudra instituer une direction commune pour l'ensemble de l'action, et là les communistes devront autant que possible dominer. Cette unité de direction peut facilement être obtenue si une préparation appropriée est faite par la fraction communiste dans les syndicats ou dans les entreprises, par les soviets d'usines, par les assemblées plénières de ces soviets, mais plus particulièrement par les assemblées générales des grévistes.

Si le mouvement, par suite de sa généralisation et de l'entrée en action des organisations patronales et des autorités publiques, prend un caractère politique, il faut aussitôt commencer la propagande et la préparation administrative en vue de l'élection vraisemblablement possible et nécessaire de soviets ouvriers ; au cours de ce travail, tous les organes du parti doivent faire ressortir avec la plus grande intensité l'idée que ce n'est que par des organes semblables de la classe ouvrière, sortis directement des luttes ouvrières, que le véritable affranchissement du prolétariat peut être obtenu, avec le mépris qui convient pour la bureaucratie syndicale et ses aides du parti socialiste.

35. Les Partis Communistes déjà suffisamment forts, et en particulier les grands partis de masses, doivent par des mesures prises à l'avance être toujours prêts à de grandes actions politiques. Au cours des actions démonstratives et des mouvements économiques aussi bien qu'au cours des actions partielles, il faut toujours penser à utiliser de la manière la plus énergique les expériences d'organisation fournies par ces mouvements en vue d'un contact de plus en plus ferme

avec les grandes masses. (Les leçons de tous les nouveaux grands mouvements doivent être discutées et étudiées avec soin dans des conférences élargies de fonctionnaires dirigeants et de militants responsables du parti avec les délégués d'usines grandes et moyennes, afin d'établir des relations de plus en plus étroites et de plus en plus sûres par l'intermédiaire des délégués d'usines). Le meilleur gage que des actions politiques de masses ne seront pas entreprises prématurément et ne le seront que dans la mesure permise par les circonstances et par l'influence du Parti, consiste dans des rapports de confiance entre fonctionnaires et militants responsables du Parti et les délégués d'usines.

Sans ce contact le plus étroit possible entre le parti et les masses prolétariennes travaillant dans les grandes et moyennes entreprises, le Parti Communiste ne saurait réaliser de grandes actions de masses et des mouvements véritablement révolutionnaires. Si en Italie le soulèvement incontestablement révolutionnaire de l'année passée, qui trouva sa plus forte expression dans l'occupation des usines, échoua avant terme c'est certainement pour une part à cause de la trahison de la bureaucratie syndicale et de l'insuffisance de la direction politique du parti, mais c'est aussi parce qu'il n'y avait pas entre le parti et les usines une liaison intimement organisée au moyen de délégués d'usines politiquement informés et s'intéressant à la vie du parti. Le mouvement des mineurs anglais cette année a lui aussi sans nul doute extraordinairement souffert de ce défaut qui lui a enlevé sa valeur politique.

## 6. — La Presse du Parti

36. La presse communiste doit être développée et améliorée par le parti avec une infatigable énergie.

Aucun journal ne doit être reconnu comme organe communiste s'il ne se soumet aux directives du Parti. Ce principe doit être appliqué aussi pour les productions littéraires telles que livres, brochures, écrits périodiques, etc., en prenant en considération leur caractère scientifique, de propagande ou autre.

Le Parti doit s'efforcer bien plus d'avoir de bons journaux que d'en avoir beaucoup. Le Parti Communiste doit avoir tout avoir un organe central autant que possible quotidien.

37. Un journal communiste ne doit jamais devenir une entreprise capitaliste comme le sont les journaux bourgeois et souvent aussi les journaux soi-disant « socialistes ». Notre journal doit être indépendant des institutions de crédit capitalistes. L'organisation adroite de la publicité par annonces, qui peut améliorer considérablement les moyens d'existence de notre journal, ne doit cependant jamais le faire tomber dans la dépendance de quelques grandes entreprises de publicité. Bien plutôt une attitude inflexible dans toutes les questions sociales prolétariennes procurera aux journaux de nos partis de masses une force et une considération absolues. Notre journal ne doit pas servir à satisfaire le goût du sensationnel ni l'amusement d'un public varié. Il ne doit pas concéder à la critique des littérateurs petits-bourgeois ou des virtuoses du journalisme pour se créer une clientèle de salon.

38. Un journal communiste doit avant tout défendre les intérêts des ouvriers opprimés combattants. Il doit être notre meilleur propagandiste et agitateur, le propagandiste dirigeant de la révolution prolétarienne.

Notre journal a pour tâche de réunir les expériences acquises au cours de l'activité de tous les membres du Parti et d'en faire comme un guide politique pour la révision et l'amélioration des méthodes d'action communiste. Ces expériences doivent être échangées dans des réunions de rédacteurs de tout le pays, réunions cherchant à créer la plus grande unité de ton et de tendance dans l'ensemble de la presse du Parti. Ainsi cette presse, de même que chaque journal en particulier sera le meilleur organisateur de notre travail révolutionnaire.

Sans ce travail conscient d'organisation et de coordination des journaux communistes et en particulier de l'organe central la mise en pratique de la centralisation démocratique, et d'une sage division du travail à l'intérieur du Parti Communiste, et par conséquent aussi l'accomplissement de sa mission historique est impossible.

39. Le journal communiste doit tendre à devenir une entreprise communiste, c'est-à-dire une organisation prolétarienne de combat, une association d'ouvriers révolutionnaires, de tous ceux qui écrivent régulièrement pour le journal, qui le composent, l'impriment, l'administrent, le distribuent, qui réunissent le matériel d'information, qui le discutent et l'élaborent dans les noyaux, enfin qui agissent quotidiennement pour le répandre, etc...

Pour faire véritablement du journal une organisation de combat, une puissante et vivante association de travailleurs communistes, une série de mesures pratiques s'imposent.

Tout communiste se lie étroitement à son journal en travaillant et en se sacrifiant pour lui. Il est son arme quotidienne qui, pour servir, doit être rendue chaque jour plus forte et plus tranchante. Ce n'est que grâce aux plus grands sacrifices financiers et matériels que le journal communiste pourra se maintenir. Les membres du Parti doivent constamment fournir les moyens nécessaires pour son organisation et pour son amélioration jusqu'à ce qu'il soit assez répandu dans les grands partis légaux et assez solide sous le rapport de l'organisation pour constituer lui-même un appui matériel pour le mouvement communiste.

Il ne suffit pas d'être un agitateur et un recruteur zélé pour le journal, il faut encore en devenir un collaborateur utile. Il faut l'informer au plus vite de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue social et économique, dans la fraction syndicale et dans le noyau, depuis l'accident du travail jusqu'à la réunion professionnelle, depuis les mauvais traitements des jeunes apprentis jusqu'au rapport commercial de l'entreprise. Les fractions syndicales doivent le renseigner sur toutes les réunions et sur les décisions et mesures les plus importantes prises par ces réunions, par les secrétariats des Unions, ainsi que sur l'activité de nos adversaires. La vie publique des réunions et de la rue offre très souvent aux militants attentifs du parti l'occasion d'observer avec un sens critique des détails dont l'utilisation dans les journaux rendra claire aux plus indifférents notre attitude par rapport aux exigences de la vie.

La commission de rédaction doit traiter avec le plus grand amour et le plus grand zèle ces informations sur la vie des ouvriers et des organisations ouvrières et les utiliser ou bien comme brèves communications donnant à notre journal le caractère d'une véritable communauté de travail vivante et puissante ou bien pour, à la lumière de ces exemples pratiques de la vie quotidienne des ouvriers, rendre compréhensibles les enseignements du communisme, ce qui constitue la voie la plus rapide pour arriver à rendre vivante et

intime l'idée du communisme aux grandes masses ouvrières. Dans la mesure du possible, la commission de rédaction doit être aux heures de réception, c'est-à-dire aux heures les plus favorables de la journée à la disposition des ouvriers visitant notre journal, pour accueillir leurs désirs et leurs plaintes relativement aux misères de leur existence, pour les noter avec soin et s'en servir pour donner de la vie au journal. Certes, dans la société capitaliste, aucun de nos journaux ne peut devenir une véritable association de travail communiste. On peut cependant, même dans les conditions les plus difficiles, organiser un journal révolutionnaire ouvrier en partant de ce point de vue. Ceci est prouvé par l'exemple de la *Pravda* de nos camarades russes pendant les années 1912-1913. Ce journal constitua vraiment une organisation permanente active des ouvriers révolutionnaires conscients dans les centres les plus importants de l'empire russe. Ces camarades rédigeaient, éditaient et répandaient à la fois et ensemble le journal : la plupart d'entre eux économisant sur leur salaire l'argent nécessaire pour les frais. Le journal, de son côté, put leur donner ce qu'ils désiraient, ce dont ils avaient besoin à ce moment-là dans le mouvement et ce qui leur sert aujourd'hui encore dans le travail et dans la lutte. Un tel journal put en effet devenir pour les membres du Parti, ainsi que pour tous les ouvriers révolutionnaires, ce qu'ils appelaient « notre journal ».

40. L'élément essentiel de l'activité de la presse de combat communiste c'est la participation directe aux campagnes menées par le Parti. Si à un certain moment l'activité du Parti est concentrée dans une campagne déterminée, le journal du Parti doit mettre au service de cette campagne toutes ses colonnes, toutes ses rubriques et non seulement les articles de fond politiques. La rédaction doit trouver dans tous les domaines du matériel pour entretenir cette campagne et pour en alimenter, sous la forme la plus convenable, tout le journal.

41. Le recrutement pour notre journal doit être poursuivi suivant un système établi. Tout d'abord il faut utiliser toutes les situations dans lesquelles les ouvriers sont plus vivement entraînés dans le mouvement et dans lesquelles la vie politique et sociale est plus agitée par suite de quelque événement politique et économique. Ainsi après chaque grève ou lock-out, pendant lesquels le journal a défendu franchement et énergiquement les intérêts des ouvriers combattants, on doit organiser immédiatement après la fin de la grève, un travail de recrutement d'homme à homme auprès de ceux qui ont fait la grève. Non seulement les fractions communistes des syndicats et des professions entraînés dans le mouvement gréviste doivent mener la propagande du journal dans leur milieu au moyen de listes et de feuilles d'abonnement, mais encore, dans la mesure du possible, on doit se procurer les listes des ouvriers ayant fait la grève ainsi que leurs adresses afin que les groupes spéciaux chargés des intérêts du journal puissent mener une agitation énergique à domicile.

De même après toute campagne politique électorale par laquelle l'intérêt des masses ouvrières a été éveillé, une agitation systématique à domicile doit être menée de maison en maison par les groupes de travailleurs chargés spécialement de cette besogne dans les différents quartiers ouvriers.

Pendant les époques de crises politiques ou économiques latentes dont les effets se font sentir aux masses ouvrières sous la forme du renché-

risement de la vie, du chômage et d'autres misères, on doit tout essayer pour, après une propagande habile contre ces misères, obtenir, si possible, par l'intermédiaire des fractions syndicales, de grandes listes d'ouvriers organisés dans les syndicats afin que le groupe spécial chargé des intérêts du journal puisse continuer systématiquement l'agitation à domicile. La dernière semaine du mois est la plus convenable pour ce travail permanent de recrutement. Toute organisation locale qui laisse passer cette dernière semaine du mois, ne serait-ce qu'une fois par an, sans poursuivre sa propagande en faveur de la presse comme un retard coupable dans l'extension du mouvement communiste. Le groupe spécial chargé des intérêts du journal ne doit laisser passer aucune réunion publique d'ouvriers, aucune grande manifestation sans, dès le début, et aussi pendant les intervalles et à la fin, agir de la manière la plus active pour obtenir des abonnements à notre journal. Les fractions syndicales doivent accomplir cette même tâche dans toutes les réunions de leurs syndicats, de même que les noyaux et les fractions syndicales, dans les réunions professionnelles.

42. Notre journal doit être constamment défendu par les membres du Parti contre tous ses ennemis.

Tous les membres doivent mener une lutte impitoyable contre la presse capitaliste, révéler à tous et flétrir énergiquement sa venalité, ses mensonges, ses viles réticences et toutes ses intrigues.

La presse social-démocrate et socialiste indépendante doit être vaincue en démasquant son attitude traître par des exemples de la vie quotidienne, au moyen d'attaques continuelles mais sans se perdre dans de petites polémiques de fraction. Les fractions syndicales et autres doivent s'appliquer par des mesures d'organisation à soustraire à l'influence troublante et paralysante des journaux social-démocrates les membres des syndicats et des autres associations ouvrières. Le travail de recrutement d'abonnés pour notre journal, de même que l'agitation à domicile ou dans les entreprises, doit également être dirigé avec habileté contre la presse des socialistes traitres.

## 7. — La Structure d'ensemble du Parti

43. Pour l'extension et la consolidation du Parti, on ne devra pas établir des divisions d'après un schéma formel, géographique, il faudra surtout tenir compte de la structure réelle économique et politique des régions en question et des moyens techniques de communication. La base de ce travail doit être surtout dans les capitales et dans les centres prolétariens de la grande industrie.

Au moment de l'organisation d'un nouveau parti, on constate souvent dès le début des efforts tendant à étendre le réseau des organisations du Parti sur tout le pays. Malgré les forces très limitées à la disposition des organisateurs, on s'applique souvent à les disperser néanmoins aux quatre vents. La force d'attraction et la croissance du Parti sont ainsi affaiblies. Au bout de quelques années, on arrive, il est vrai, à avoir tout un système de bureaux très vastes, mais le plus souvent le Parti n'a réussi à se fixer fermement dans aucune des villes industrielles les plus importantes du pays.

Pour donner au Parti une centralisation aussi grande que possible, il ne faut point décomposer sa direction en toute une hiérarchie comportant

de nombreux degrés complètement subordonnés les uns aux autres. Il faut s'appliquer à construire dans tout centre économique, politique ou de communications un réseau s'étendant sur la large banlieue de cette ville et sur la région économique ou politique en dépendant. Le Comité du Parti qui, de cette ville, dirige le travail du Parti dans la région et y exerce sa direction politique, doit se tenir dans le plus étroit contact avec les masses communistes de cette ville.

Les organisateurs nommés par les conférences des régions ou par le Congrès régional du Parti et confirmés par la direction centrale, doivent participer régulièrement à la vie du Parti au chef-lieu de la région. Le Comité régional du Parti doit constamment être renforcé par des travailleurs choisis parmi les membres du chef-lieu, de sorte que s'établisse un contact vivant et étroit entre le comité politique du Parti dirigeant la région et les masses communistes de son chef-lieu. Lorsqu'on est arrivé à un certain stade d'organisation, il faut que le Comité de la région soit en même temps la direction politique du chef-lieu de cette région. De la sorte, les comités dirigeants du Parti dans les organisations régionales, de concert avec le Comité Central, auront vraiment le rôle d'organes dirigeants dans les organisations du Parti. L'étendue d'une circonscription politique du Parti ne doit naturellement pas être déterminée par l'étendue superficielle de la région. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est la possibilité pour les Comités régionaux du Parti de diriger concentriquement toutes les organisations locales de la région. Quand cela n'est pas possible, il faut partager la région et fonder un nouveau Comité régional du Parti.

Naturellement, dans les grands pays, le Parti a besoin de certains organes de liaison, aussi bien entre la direction centrale et les différentes directions régionales (direction provinciale, direction départementale, etc.) qu'entre la direction régionale et les différentes organisations locales (direction d'arrondissement et de canton). Dans certaines circonstances, il peut même être utile de donner à l'un et l'autre de ces organes intermédiaires un rôle dirigeant, par exemple, dans une grande ville comptant un nombre assez considérable de membres. D'une façon générale, cette sorte de décentralisation doit être évitée.

45. Les grandes unités du Parti (circonscriptions) sont constituées par les organisations locales du Parti : par les « groupes locaux » des campagnes et des petites villes et par les « districts » ou « rayons » des différents quartiers des grandes villes.

Une organisation locale du Parti qui, dans des conditions légales, n'est plus en mesure de tenir des réunions générales de ses membres, doit être dissoute et divisée.

Dans les organisations locales du Parti, les membres doivent être répartis en vue du travail quotidien du Parti dans les différents groupes de travail. Dans les organisations plus grandes, il peut être utile de réunir les groupes de travail en différents groupes collectifs. Dans un même groupe collectif, il faut, en règle générale, inclure tous les membres qui, à leur poste de travail ou d'une façon générale dans leur existence quotidienne, se rencontrent et sont le plus souvent en contact entre eux. Le groupe collectif a pour tâche de distribuer le travail général du Parti parmi les différents groupes de travail, de recevoir les rapports des préposés, de former des candidats au Parti dans leur milieu, etc.

46. Le Parti, dans son ensemble, est sous la direction de l'Internationale Communiste. Les directives et résolutions de la Direction internationale, dans les questions intéressant les partis adhérents, sont adressées :

1° Ou bien à la Direction centrale générale du Parti ;

2° Ou par l'intermédiaire de la Direction centrale, au comité dirigeant telle ou telle action spéciale ;

3° Ou enfin à toutes les organisations du Parti.

Les directives et les décisions de l'Internationale sont obligatoires pour le Parti et aussi, cela va sans dire, pour chacun de ses membres.

47. Le Comité Central du Parti (conseil central ou commission) est responsable devant le Congrès du Parti et devant la Direction de l'Internationale Communiste. Le Petit Comité Central, ainsi que le Comité complet, ou élargi, le conseil ou la commission, sont élus, en règle générale, par le Congrès du Parti. Si le Congrès du Parti le juge nécessaire, il peut charger la Direction centrale d'élire dans son sein une direction étroite composée du Bureau politique et du Bureau d'organisation. La politique et les affaires courantes du Parti sont dirigées, sous la responsabilité de la direction étroite, par ces deux bureaux. La direction étroite convoque régulièrement des réunions générales du Comité directeur pour prendre des décisions de grande importance et de haute portée. Afin de prendre connaissance de la situation politique générale avec tout le sérieux nécessaire et de connaître exactement la capacité d'action du Parti, d'en avoir une image exacte et claire, il est indispensable, aux élections à la direction centrale du Parti, de prendre en considération les propositions apportées par les différentes régions du pays. Pour la même raison, les opinions tactiques divergentes, de caractère sérieux, ne doivent pas être opprimées aux élections à la Direction centrale. Au contraire, il faut faire en sorte que ces opinions divergentes soient représentées au Comité directeur par leurs meilleurs défenseurs. La direction étroite doit cependant être cohérente dans ses conceptions et, pour être ferme et assurée, elle ne doit pas se baser seulement sur son autorité propre, mais aussi sur une majorité solide, évidente et nombreuse dans l'ensemble du Comité directeur.

Grâce à une constitution aussi large de sa Direction centrale, le grand Parti légal aura bientôt assis son Comité Central sur la meilleure des bases : une discipline ferme et la confiance absolue des membres ; en outre, il pourra ainsi combattre et guérir les maladies et les faiblesses qui peuvent apparaître parmi les fonctionnaires ; il pourra éviter également l'accumulation de ces sortes d'infections dans le Parti et la nécessité d'une opération peut-être catastrophique qui s'imposerait ensuite au congrès.

48. Chaque Comité du Parti doit établir dans son sein une division du travail efficace, afin de pouvoir mener effectivement le travail politique dans les différents domaines. Sous ce rapport, il peut apparaître nécessaire d'instituer, pour certains domaines, des directions spéciales (par exemple, pour la propagande, pour le service du journal, pour la lutte syndicale, pour l'agitation dans les campagnes, pour l'agitation parmi les femmes, pour la liaison, pour l'assistance révolutionnaire, etc. etc.). Les différentes directions spéciales sont soumises, ou bien à la Direction centrale, ou au Comité régional du Parti. Le contrôle de l'activité, ainsi que de la bonne composition de tous

les comités subordonnés, appartient au Comité régional du Parti et, en dernier lieu, à la Direction centrale. Les membres employés au travail politique du Parti, ainsi que les parlementaires, sont directement soumis au Comité Directeur. Il peut apparaître utile de changer de temps à autre les occupations et le travail des camarades fonctionnaires du Parti (par exemple, des rédacteurs, des propagandistes, des organisateurs, etc.), sans trop gêner le fonctionnement. Les rédacteurs et les propagandistes doivent participer, pendant une période prolongée, à l'action politique régulière du Parti dans un des groupes spéciaux de travail.

49. La Direction centrale du Parti, ainsi que celle de l'Internationale Communiste, sont en droit d'exiger à tout moment des informations complètes de toutes les organisations communistes, de leurs comités et de leurs différents membres. Les représentants et les délégués de la Direction Centrale doivent être admis à toutes les réunions et à toutes les séances avec voix consultative et avec droit de veto. La Direction Centrale du Parti doit constamment avoir à sa disposition des délégués (commissaires), afin de pouvoir instruire et informer les différentes directions régionales ou départementales, non seulement par circulaires sur la politique et sur l'organisation ou par correspondances, mais aussi oralement, directement. Une commission de revision, composée de camarades éprouvés et instruits, doit fonctionner auprès de la Direction Centrale et aussi auprès de chaque Direction régionale ; cette commission doit exercer le contrôle sur les caisses et la comptabilité et faire des rapports réguliers au Grand Comité (conseils ou commissions).

Toute organisation ou tout organe du Parti, ainsi que tout membre, a le droit de communiquer à tout moment et directement à la Direction Centrale du Parti ou à l'Internationale, ses désirs, initiatives, observations ou plaintes.

50. Les directives et les décisions des organes dirigeants du Parti sont obligatoires pour les organisations subordonnées et pour les différents membres.

La responsabilité des organes dirigeants et leur devoir d'éviter, d'un côté l'absence d'initiative, de l'autre les abus de pouvoir ne peuvent être déterminés que formellement et en partie. Plus leur responsabilité formelle est petite, par exemple dans les Partis illégaux, et plus ils doivent chercher à connaître l'opinion du reste des membres du Parti, à se procurer des informations solides et régulières et à ne prendre de décisions propres qu'après mûre et sérieuse réflexion.

51. Les membres du Parti doivent dans leur action publique agir toujours en membres disciplinés d'une organisation combattante. Lorsque des divergences d'opinion se produisent sur la manière la plus correcte d'agir, on doit décider sur ces divergences autant que possible avant l'action, au sein des organisations du Parti et n'agir qu'après avoir pris cette décision. Afin que toute décision du Parti soit appliquée avec énergie par toutes les organisations et par tous les membres, il faut appeler autant que possible les masses du Parti à la discussion et à la décision des différentes questions. Les organisations et les instances du Parti ont le devoir de décider si, sous quelle forme et dans quelle mesure, telle ou telle question peut être discutée par les différents camarades devant l'opinion publique du Parti (dans la presse, dans des brochures). Mais, même si cette décision de l'organisation ou de la direction du Parti est erronée selon l'avis de certains membres, ceux-ci ne doivent jamais oublier dans leur action

publique que la pire infraction disciplinaire est la faute la plus grave qu'on puisse commettre pendant la lutte, c'est de rompre l'unité du front commun ou même de l'affaiblir.

C'est le devoir suprême de tout membre du Parti de défendre contre tous l'Internationale Communiste. Celui qui oublie cela et qui, au contraire, attaque publiquement le Parti ou l'Internationale Communiste doit être traité comme un adversaire du Parti.

Les décisions de l'Internationale Communiste doivent être appliquées sans délai par les partis adhérents, même au cas où des modifications correspondantes devront être faites aux statuts et aux décisions du Parti (conformément aux statuts de l'Internationale).

### — La liaison du Travail légal avec le Travail illégal

52. Des variations fonctionnelles peuvent se produire selon les différentes phases de la révolution dans la vie courante d'un Parti Communiste. Mais, du fond il n'y a pas de différence essentielle dans la structure que doivent s'efforcer d'obtenir un parti légal et un parti illégal.

Le Parti doit être organisé de telle sorte qu'il puisse s'adapter promptement aux modifications des conditions de la lutte.

Le Parti Communiste doit devenir une organisation de combat capable, d'une part, d'éviter la lutte ouverte avec un ennemi supérieur en forces concentrées sur un point et d'autre part d'utiliser les difficultés de cet ennemi pour l'attaquer là où il s'y attend le moins. Ce serait la plus grande faute de se préparer exclusivement pour les soulèvements et les combats des rues ou pour les périodes de plus grande oppression. Les communistes doivent accomplir leur travail révolutionnaire préparatoire dans toutes les situations et être toujours prêts à la lutte, car il est souvent presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'éveil et d'accalmie ; mais même au cas où ce serait possible, on ne pourrait profiter de cette prévision pour réorganiser le Parti parce que le changement est d'habitude trop rapide et arrive même souvent tout à fait par surprise.

53. Les Partis Communistes légaux des pays capitalistes n'ont d'ordinaire pas encore suffisamment considéré comme leur tâche cette préparation en vue de soulèvements révolutionnaires, en vue de combats en armes et en général en vue de la lutte illégale. On construit trop souvent l'organisation du Parti en vue d'une action légale prolongée et selon les exigences des tâches légales quotidiennes.

Par contre, dans les partis illégaux, souvent on ne comprend pas assez qu'il faut utiliser les possibilités d'action légale et construire le Parti de telle sorte qu'il soit en liaison vivante avec les masses révolutionnaires. Les efforts du Parti ont tendance à devenir comme un travail de Sisyphe ou une conspiration impuissante.

Ces deux fautes, aussi bien celle du Parti illégal que celle du Parti légal, sont graves. Tout Parti Communiste légal doit savoir se préparer, de la manière la plus énergique, à la nécessité d'une existence clandestine et être particulièrement armé en vue de soulèvements révolutionnaires. Et d'autre part, chaque Parti Communiste illégal doit pouvoir utiliser toutes les possibilités du mouvement ouvrier légal pour devenir, par un travail politique intensif, l'organisateur et le véritable guide des grandes masses révolutionnaires. La direction du travail légal et du travail illégal doit

être constamment unie entre les mains de la même direction centrale du Parti.

55. Dans les partis légaux, comme dans les partis illégaux, le travail illégal est souvent conçu comme la fondation et l'entretien d'une organisation fermée, exclusivement militaire et isolée du reste de la politique et de l'organisation du Parti. Cette conception est parfaitement erronée. Dans la période pré-révolutionnaire, la formation de notre organisation de combat doit au contraire être principalement le résultat de l'ensemble de l'action communiste du Parti. Le Parti dans son ensemble doit devenir une organisation de combat pour la révolution.

Les organisations révolutionnaires isolées de caractère militaire, nées prématurément avant la révolution, montrent trop facilement une tendance à la dissolution et à la démoralisation, parce qu'elles manquent de travail immédiatement utile pour le Parti.

56. Pour un Parti illégal, c'est une chose évidemment de la plus grande importance de toujours éviter à ses membres et ses organes d'être découverts ; il faut donc éviter qu'ils soient livrés par des listes d'enregistrement, par des imprudences dans la distribution des matériaux et le versement des cotisations. Un Parti illégal ne doit donc pas se servir dans la même mesure qu'un Parti légal des formes ouvertes d'organisation pour des buts conspiratifs ; il doit cependant s'appliquer à pouvoir le faire de plus en plus.

Toutes les mesures devront être prises pour empêcher des éléments douteux et peu sûrs de pénétrer dans le Parti. Les moyens à employer dans ce but dépendent fortement du caractère du Parti, légal ou illégal, persécuté ou toléré, en voie de croissance ou dans la stagnation. Un moyen qui dans certaines circonstances a pu servir avec efficacité, c'est le système de la candidature. Les personnes cherchant à être admises au Parti le sont comme candidats sur présentation de deux membres du Parti, et selon la façon dont elles s'acquittent des tâches qui leur sont confiées elles sont admises ou non comme membres du Parti.

La bourgeoisie enverra inévitablement des provocateurs et des agents dans les organisations illégales. Il faut mener contre eux une lutte constante et minutieuse : l'une des meilleures méthodes consiste à combiner adroitement l'action légale avec l'illégal. Un travail révolutionnaire légal d'une certaine durée est le meilleur moyen de se rendre compte du degré de confiance que mérite chacun, de sa conscience, de son courage, de son énergie, de sa ponctualité ; on saura ainsi qui l'on peut charger d'un travail illégal correspondant le plus à ses capacités.

Un Parti illégal doit se préparer de mieux en mieux contre toute surprise (par exemple, en mettant en sûreté les adresses d'intermédiaires, en détruisant en règle générale les lettres, en conservant soigneusement à l'abri les documents nécessaires, en instruisant conspirativement les agents de liaison, etc.).

57. Notre travail politique général doit être réparti de façon à ce que déjà avant le soulèvement révolutionnaire ouvert se développent et s'affermissement les racines d'une organisation de combat correspondant aux exigences de cette phase. Il est particulièrement important que dans son action la direction du Parti Communiste ait constamment en vue ces exigences, qu'elle essaie dans la mesure du possible de se les représenter à l'avance. Elle ne peut certes pas s'en faire une idée exacte et claire, mais ce n'est pas une raison

pour négliger le point de vue essentiel de la direction de l'organisation communiste.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé, peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti pour une lutte armée : de mobiliser, non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

58. Dans des situations révolutionnaires, on a remarqué à plusieurs reprises que les Directions Centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu montrer des qualités magnifiques pendant la révolution ; mais, dans son état-major, le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité ; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestins, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement si le Parti révolutionnaire, qui a la direction, ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi, par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale ; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti Communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale si l'on veille, pendant le fonctionnement de cet appareil, à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi, par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et de lettres, peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers postes secrètes, logements secrètes, transports conspiratifs, etc.).

59. L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi, il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit, toutefois, constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente et non pas seulement un exercice que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement ; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

# Résolution sur l'Organisation de l'Internationale Communiste

*adoptée le 12 juillet 1921, au cours de la 24<sup>e</sup> séance*

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit être organisé de telle sorte qu'il puisse prendre position sur toutes les questions d'action du prolétariat. Dépassant les cadres des appels généraux tels qu'ils étaient lancés jusqu'à présent sur telle ou telle question en discussion, le Comité Exécutif doit de plus en plus chercher à trouver les moyens et les voies pour développer son initiative pratique quant à l'action commune des différentes sections dans les questions internationales d'organisation et de propagande en discussion. L'Internationale Communiste doit devenir une Internationale de fait, une Internationale dirigeant les luttes communes et quotidiennes du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les conditions indispensables pour cela sont les suivantes :

1. Les Partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir le contact le plus étroit et le plus actif avec le Comité Exécutif ; ils ne doivent pas seulement envoyer au sein de l'Exécutif les meilleurs représentants de leur pays, mais encore lui faire parvenir de façon permanente les informations les plus prudentes et les plus circonstanciées, afin qu'il puisse prendre position en s'appuyant de documents et informations approfondis sur les problèmes politiques qui surgissent. Pour l'élaboration fructueuse de ces matériaux, l'Exécutif doit organiser des sections spéciales pour les différentes branches. En outre, un Institut international d'Economie et de Statistique du mouvement ouvrier et du communisme doit être créé auprès de l'Exécutif.

2. Les partis adhérents doivent entretenir les rapports les plus étroits pour leur information mutuelle et leur liaison organique en particulier, lorsque ces partis sont voisins et, par suite, également intéressés aux conflits politiques engendrés par les antagonismes capitalistes. Le meilleur moyen d'établir actuellement ces relations est l'envoi réciproque des résolutions des plus importantes conférences et l'échange général de militants bien choisis. Cet échange doit devenir un usage permanent et immédiat de toute section capable d'agir.

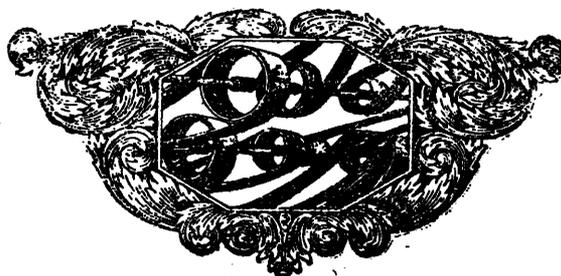
3. L'Exécutif doit provoquer la fusion nécessaire de toutes les sections nationales en un Parti International cohérent de propagande et d'action prolétariennes communes, et pour cela publier en Europe Occidentale, dans les langues les plus importantes, une Correspondance politique, à l'aide de laquelle l'idée communiste sera mise en valeur d'une manière de plus en plus claire et uniforme et qui, par une information fidèle et régulière, fournira aux différentes sections la base d'une action énergique et simultanée.

4. L'envoi de représentants autorisés dans les Sections permettra au Comité Exécutif d'appuyer,

par le fait la tendance à une véritable Internationale de la lutte quotidienne et commune du prolétariat de tous les pays. Ces représentants auront pour tâche d'informer l'Exécutif des conditions particulières dans lesquelles les Partis Communistes ont à lutter dans les pays capitalistes ou coloniaux. Ils devront veiller à ce que ces partis conservent le contact le plus intime, aussi bien avec l'Exécutif qu'entre eux, afin d'augmenter la puissance d'attaque de l'un et des autres. L'Exécutif, de même que les partis, devront veiller à ce que les rapports mutuels entre l'Exécutif et les différents Partis adhérents, tant par camarades de confiance que par correspondances écrites, deviennent plus fréquents et plus prompts, de façon à pouvoir, dans toutes les grandes questions politiques, prendre une position unanime.

5. Pour être en mesure de déployer une activité aussi considérablement accrue, l'Exécutif doit être fortement élargi. Les sections auxquelles ce Congrès a accordé 40 voix, ainsi que le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, auront chacun deux voix à l'Exécutif ; les sections qui ont eu 30 et 20 voix au Congrès en auront une. Le Parti Communiste de Russie dispose comme par le passé de 5 voix. Les représentants des autres sections ont voix consultative. Le président de l'Exécutif est élu par le Congrès. L'Exécutif est chargé de désigner trois secrétaires, qui seront choisis autant que possible dans des sections différentes. En outre, les membres délégués au Comité Exécutif par les différentes sections sont obligés de prendre part comme rapporteurs à l'expédition du travail courant, soit en dirigeant la section nationale correspondante, soit en se chargeant de l'étude de tel ou tel domaine. Les membres du Petit Bureau d'affaires sont élus par un vote spécial du Comité Exécutif.

6. Le siège de l'Exécutif est en Russie, premier Etat prolétarien. L'Exécutif, à l'effet de centraliser plus solidement la direction politique et organique de toute l'Internationale, devra toutefois chercher à étendre le cercle de son influence au moyen de conférences qu'il organisera hors de Russie.



# Thèses sur la Tactique du Parti Communiste Russe

*adoptées le 4 juillet 1921, au cours de la 16<sup>e</sup> séance*

## 1. — La situation internationale de la République Fédérative des Soviets de Russie.

La situation internationale de la R.S.F.S.R. est caractérisée actuellement par un certain équilibre, lequel, tout en étant extrêmement instable, a cependant créé une conjoncture originale dans la politique universelle.

Cette originalité consiste en ce qui suit : d'une part, la bourgeoisie internationale est pleine d'une haine et d'une hostilité furieuses envers la Russie soviétiste et est prête à chaque instant à se précipiter pour l'étouffer. D'autre part toutes les tentatives d'intervention armée, qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, se sont terminées par une complète défaite, bien que le Pouvoir des Soviets fût alors plus faible qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la R.S.F.S.R. L'opposition contre la guerre avec la Russie soviétiste s'est extrêmement fortifiée dans tous les pays capitalistes, nourrissant le mouvement révolutionnaire du prolétariat et embrassant des masses très vastes de la démocratie petite-bourgeoise. La diversité d'intérêts existant entre les différents Etats impérialistes s'est exaspérée et s'exaspère de jour en jour de façon plus profonde. Le mouvement révolutionnaire parmi des centaines de millions d'êtres des populations opprimées de l'Orient s'accroît avec une force remarquable. En conséquence de toutes ces conditions, l'impérialisme international s'est trouvé hors d'état d'étouffer la Russie soviétiste, bien qu'il fût beaucoup plus fort qu'elle, et a été contraint, pour le moment, de la reconnaître ou de la presque reconnaître et d'entrer en tractations commerciales avec elle.

Le résultat a été un équilibre peut-être extrêmement branlant, extrêmement instable, mais un équilibre pourtant, permettant à la République socialiste d'exister, pour un temps peu prolongé évidemment, dans son environnement capitaliste.

## 2. — Le rapport des Forces sociales dans le monde entier

Sur la base de cet état de choses, le rapport des forces sociales dans le monde entier s'est établi de la façon suivante :

La bourgeoisie internationale, privée du moyen de mener une guerre déclarée contre la Russie soviétiste, reste dans l'expectative guettant le moment où les circonstances lui permettront de reprendre cette guerre.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés a déjà partout détaché en avant de lui une avant-

garde en la personne des Partis communistes, qui grandissent, marchant sans relâche à la conquête de la majorité du prolétariat dans chaque pays, ruinant l'influence des anciens bureaucrates trade-unionistes et des sommets de la classe ouvrière américaine et occidentale corrompus par les privilèges impérialistes.

La démocratie petite-bourgeoise des Etats capitalistes, représentée dans sa partie avancée par les Internationales deux et deux et demie, est actuellement le soutien principal du capitalisme dans la mesure où son influence s'étend encore sur la majorité ou sur une partie considérable des ouvriers et des employés de l'industrie et du commerce, qui craignent, en cas de révolution, de perdre leur bien-être petit-bourgeois relatif, résultant des privilèges de l'impérialisme. Mais la crise économique grandissante empire partout la situation des masses, et cette circonstance, ajoutée à la fatalité de plus en plus évidente de nouvelles guerres impérialistes si le capitalisme subsiste, rend ce soutien de plus en plus branlant.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, masses composant l'énorme majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, grâce en particulier aux révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le Pouvoir des Soviets en Russie transforment définitivement ces masses en un facteur actif de la politique universelle et de destruction révolutionnaire contre l'impérialisme, quoique s'obstinent toujours à ne pas le voir les petits-bourgeois éclairés d'Europe et d'Amérique, et dans ce nombre, les leaders des Internationales deux et deux et demie. L'Inde britannique est à la tête de ces pays, et là la révolution grandit d'autant plus rapidement que d'une part le prolétariat industriel et ferroviaire y devient plus considérable et que d'autre part devient plus sauvage la terreur exercée par les Anglais, lesquels recourent de plus en plus souvent même à des meurtres en masse (Arimtsar), à des flagellations publiques, etc., etc.

## 3. — Le rapport des Forces sociales en Russie

La situation politique intérieure de la Russie soviétiste est déterminée par le fait que dans ce pays nous voyons, pour la première fois au cours de l'histoire universelle, l'existence, pendant plusieurs années, de deux classes seulement : le prolétariat, éduqué pendant plusieurs dizaines d'années par une industrie mécanique très jeune, mais néanmoins moderne et grande, et la classe des petits-paysans, composant l'énorme majorité de la population.

Les grands propriétaires fonciers et les grands

capitalistes n'ont pas disparu en Russie. Mais ils ont été soumis à une complète expropriation, parfaitement défaits politiquement, en tant que classe, et leurs débris seulement se cachent parmi les employés gouvernementaux du pouvoir des soviets. Leur organisation de classe ne s'est conservée qu'à l'étranger, sous la forme d'une émigration, qui compte vraisemblablement de un million et demi à deux millions d'hommes, et qui possède plus d'un demi-cent de journaux quotidiens de tous partis bourgeois et socialistes (c'est-à-dire petits-bourgeois) ainsi que les débris d'une armée et de multiples liaisons avec la bourgeoisie internationale. Cette émigration travaille de toutes ses forces et par tous les moyens à ruiner le Pouvoir des soviets et à restaurer le capitalisme en Russie.

#### 4. — Le Proletariat et la Classe paysanne en Russie

Etant donné cette situation intérieure, le prolétariat russe, en tant que classe dominante, doit se proposer principalement pour le moment de déterminer judicieusement et de réaliser les mesures indispensables pour diriger la classe paysanne, pour maintenir une alliance ferme avec elle, pour parcourir les nombreuses étapes successives conduisant à la collectivisation en grand de l'agriculture. Cette tâche en Russie est particulièrement difficile, tant en vertu du caractère retardataire de notre pays que par suite de sa désolation extrême après sept ans de guerre impérialiste et civile. Mais, outre cette particularité, cette tâche appartient au nombre des problèmes les plus difficiles de l'organisation socialiste, problèmes qui se poseront dans tous les Etats capitalistes, à la seule exception, peut-être, de l'Angleterre. Cependant, même en ce qui concerne l'Angleterre, il est impossible d'oublier que, si la classe des petits cultivateurs fermiers y est spécialement peu nombreuse, par contre, on y trouve une proportion exceptionnellement élevée d'ouvriers et d'employés ayant une existence petite-bourgeoise, grâce à l'esclavage de fait de centaines de millions d'habitants des colonies « appartenant » à l'Angleterre.

C'est pourquoi, du point de vue de l'évolution de la révolution prolétarienne universelle en tant que processus d'ensemble, l'importance de l'époque traversée par la Russie consiste en ce qu'elle permet d'éprouver et de vérifier par la pratique la politique d'un prolétariat tenant en main le pouvoir gouvernemental, par rapport à une masse petite-bourgeoise.

#### 5. — L'Alliance militaire du Proletariat et de la Classe paysanne dans la R. S. F. S. R.

Les fondements de relations réciproques rationnelles entre le prolétariat et la classe paysanne ont été posés dans la Russie Soviétiste par l'époque de 1917-1921, alors que l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires, soutenus à la foi par toute la bourgeoisie mondiale et par tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et mencheviks), a engendré, fixé et précisé l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne pour la défense du Pouvoir des Soviets. La guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classes, et plus cette lutte

prend d'activité, plus rapidement et plus clairement la pratique elle-même montre aux couches même les plus retardataires de la classe paysanne que cette classe ne peut être sauvée que par la dictature du prolétariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks jouent effectivement le rôle de valets des grands propriétaires et des capitalistes.

Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne a été — et elle ne pouvait pas ne pas l'être — la première forme de leur alliance solide, cela n'empêche qu'elle ne pourrait se maintenir, même quelques semaines, sans une certaine alliance économique de ces deux mêmes classes. Le paysan a reçu de l'Etat ouvrier toute la terre et la protection contre le grand propriétaire et l'exploiteur villageois ; les ouvriers ont reçu des paysans des produits alimentaires à crédit en attendant le rétablissement de la grande industrie.

#### 6. — Comment établir des relations économiques rationnelles entre le prolétaire et la classe paysanne ?

Une alliance entièrement rationnelle et stable du point de vue socialiste entre les petits paysans et le prolétariat ne peut s'établir que le jour où les transports et la grosse industrie, étant complètement rétablis, permettront au prolétariat de donner aux paysans, en échange des produits alimentaires, tous les objets dont ils ont besoin pour leur usage et pour l'amélioration de leur exploitation. Vu la désolation immense du pays, il a été absolument impossible d'atteindre ce résultat du premier coup. Les réquisitions ont constitué la mesure gouvernementale la plus accessible à un Etat insuffisamment organisé pour lui permettre de se maintenir dans une guerre invraisemblablement difficile contre les grands propriétaires. La mauvaise récolte de 1920 a particulièrement empiré la misère déjà lourde des paysans, rendant absolument nécessaire un changement immédiat d'orientation dans le sens de l'impôt alimentaire.

Cet impôt modéré donne du coup un grand soulagement à la situation de la classe paysanne et l'intéresse en même temps à étendre la surface ensemencée et à améliorer ses procédés de culture.

L'impôt alimentaire constitue une étape intermédiaire entre la réquisition de tous les excédents de céréales du paysan et l'échange rationnel des produits que prévoit le socialisme entre l'industrie et l'agriculture.

#### 7. — La nature et les conditions d'admission par le pouvoir des Soviets du capitalisme et des concessions,

L'impôt alimentaire, de par son essence même, équivaut pour le paysan à la liberté de disposer des excédents qui lui restent après versement de l'impôt. Dans la mesure où l'Etat ne sera pas capable d'offrir aux paysans des produits de l'industrie socialiste en échange du total de ces excédents, dans la même mesure la liberté de commerce qui en résulte équivaut inévitablement à une liberté de développement pour le capitalisme.

Néanmoins, dans les limites indiquées, la chose n'est aucunement redoutable pour le socialisme, tant que les transports et la grande industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Au con-

traire, le développement du capitalisme sous le contrôle et la réglementation de l'Etat prolétarien (c'est-à-dire le développement du capitalisme « d'Etat » (dans ce sens-là du mot) est avantageux et indispensable dans un pays petit-paysan extrêmement ruiné et retardataire (naturellement jusqu'à un certain point seulement), pour autant qu'il en résulte une accélération immédiate du progrès de la culture paysanne.

Cela se rapporte davantage encore aux concessions. Sans opérer aucune dénationalisation, l'Etat ouvrier remet à bail certaines mines, certains secteurs forestiers, certaines exploitations pétrolières, etc., à des capitalistes étrangers, afin de recevoir d'eux un supplément d'outillage et de machines lui permettant de hâter le rétablissement de la grande industrie soviétiste.

Le dédommagement accordé aux concessionnaires sous la forme d'un pourcentage prélevé sur des produits d'une haute valeur est sans aucun doute un tribut payé par l'Etat ouvrier à la bourgeoisie internationale. Sans dissimuler aucunement ce fait, nous devons nettement comprendre qu'il nous est avantageux de verser ce tribut, si par là nous obtenons plus rapidement le rétablissement de notre grande industrie et l'amélioration sérieuse du sort des ouvriers et des paysans.

### 8. — Le succès de notre politique alimentaire

La politique alimentaire de la Russie soviétiste, dans la période de 1917 à 1921, a été sans doute très grossière, très imparfaite, et a donné lieu à beaucoup d'abus. De nombreuses erreurs ont été commises dans sa mise en pratique, mais elle était la seule possible dans les conditions données, si nous la considérons dans son ensemble. Et elle a rempli sa mission historique ; elle a sauvé la dictature prolétarienne dans un pays ruiné et retardataire. C'est un fait indéniable qu'elle s'est progressivement perfectionnée. Dans la première année où notre pouvoir a été complet (1<sup>er</sup> août 1918-1<sup>er</sup> août 1919), l'Etat a rassemblé 110 millions de pouds de céréales. Dans la deuxième année, 220 millions ; dans la troisième, plus de 285 millions.

Munis aujourd'hui d'une expérience pratique, nous nous proposons de rassembler — et nous comptons y réussir — 400 millions de pouds (l'impôt alimentaire a été fixé à 240 millions). C'est seulement à la condition d'être effectivement détenteur d'un fonds alimentaire suffisant que l'Etat ouvrier sera en mesure de tenir solidement au point de vue économique, de garantir un rétablissement lent, mais régulier, de la grande industrie et de constituer un système financier rationnel.

### 9. — La base matérielle du socialisme et le plan d'électrification de la Russie

L'unique base matérielle que puisse avoir le socialisme est la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture elle-même. Mais on ne saurait se borner à cette proposition générale. Il faut la concrétiser. La grande industrie répondant au niveau de la technique moderne et capable de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification de tout le pays. Nous avons dû exécuter les travaux scientifiques préparatoires de ce plan

d'électrification pour la R. S. F. S. R. Avec la collaboration de plus de deux cents des meilleurs savants, ingénieurs et agronomes de Russie, ce travail a été terminé, imprimé sous la forme d'un gros volume et approuvé dans son ensemble par le 8<sup>e</sup> Congrès Panrusse des Soviets en décembre 1920. Aujourd'hui, nous sommes déjà prêts à la convocation d'un Congrès Panrusse d'électrotechniciens, qui se rassemblera au mois d'août 1921 et qui examinera en détail ce travail, lequel recevra alors la sanction définitive de l'Etat. Les travaux d'électrification déclarés de première urgence s'étendent sur une durée de dix ans et exigeront 370 millions environ de journées d'ouvriers.

En 1918, nous avions seulement 8 stations électriques nouvellement construites, avec 4.537 kilowatts. En 1919, ce chiffre s'est élevé à 36 et en 1920 à 100, avec 8.699 kilowatts.

Si modestes que soient ces débuts pour notre immense pays, néanmoins le fondement est posé, le travail est commencé et avance de mieux en mieux. Le paysan russe, après la guerre impérialiste, avec un million de prisonniers qui se sont familiarisés en Allemagne avec la technique moderne perfectionnée, après la dure mais profitable expérience de trois années de guerre civile, n'est plus ce qu'il était autrefois. De mois en mois, il voit avec plus de clarté et plus d'évidence que, seule, la direction du prolétariat est capable d'arracher la masse des petits cultivateurs à l'esclavage du capital pour la conduire au socialisme.

### 10. — Le rôle de la « démocratie pure » des Internationales, deux et deux et demie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks en tant qu'alliés du Capital

La dictature du prolétariat ne signifie pas la cessation de la lutte de classe, mais bien sa continuation sous une forme nouvelle, avec des armes nouvelles. Aussi longtemps que subsistent les classes, aussi longtemps que la bourgeoisie, renversée dans un pays, décuple ses attaques contre le socialisme dans le monde entier, cette dictature est indispensable. La classe des petits propriétaires fonciers ne peut pas ne pas passer par une série d'oscillations, pendant l'époque de transition. Les difficultés de la situation transitoire, l'influence de la bourgeoisie, suscitent inévitablement, de temps à autre, des fluctuations dans la mentalité de cette masse. C'est au prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la désorganisation de sa base vitale, la grande industrie mécanique, qu'incombe la tâche, très difficile et la plus grande de toutes historiquement, de tenir bon en dépit de ces fluctuations et de mener à bon terme son œuvre consistant à affranchir le travail du joug du capital.

Les fluctuations de la petite-bourgeoisie trouvent leur expression politique dans la politique des partis de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des partis des Internationales deux et deux et demie, représentés en Russie par les « socialistes-révolutionnaires » et les mencheviks. Ces partis, qui ont aujourd'hui leurs états-majors et leurs journaux à l'étranger, font bloc avec toute la contre-révolution bourgeoise et sont ses fidèles serviteurs.

Les chefs intelligents de la grande bourgeoisie

russe, Milioukov en tête, le leader du parti cadet (« Constitutionnel-Démocrate »), ont apprécié avec une clarté, une exactitude et une franchise complètes le rôle ainsi joué par la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. A propos de la mutinerie de Cronstadt, qui a manifesté l'union des forces des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et des gardes blancs, Milioukov s'est prononcé en faveur de la devise : « Les soviets sans les bolcheviks ». Développant cette pensée, il a écrit : « Honneur et place libre » aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks (*Pravda*, 1912, numéro... de 1921, cité par les *Poslednia Novosti* de Paris), car à eux incombe la tâche de faire le premier déplacement du pouvoir en s'écartant des bolcheviks. Milioukov, chef de la grande bourgeoisie, tient judicieusement compte des leçons fournies par toutes les révolutions, qui ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir, puisqu'elle n'a jamais été qu'un masque pour la dictature de la grosse bourgeoisie et qu'un degré conduisant à l'autocratie de la grosse bourgeoisie.

La révolution prolétarienne de Russie confirme une fois de plus cette leçon des révolutions de 1789-1794 et de 1848, et confirme aussi les paroles de Frédéric Engels, écrivant le 11 décembre 1885, dans une lettre à Bebel : « ...La démocratie pure..., au moment de la révolution acquiert pour un temps limité une importance temporaire..., en tant que dernière ancre de salut pour tout le système économique bourgeois et même féodal... En 1848, de mars à septembre, toute la masse féodale et bureaucratique n'a jamais cessé de soutenir les libéraux pour maintenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires. Dans tous les cas, pendant la crise et au lendemain de la crise, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire, groupée autour de la démocratie pure, et cette vérité, à mon avis, ne doit en aucun cas être perdue de vue » (publié en russe dans le journal *Le Travail Communiste*, n° 360 du 9 juin 1921, dans l'article d'Adoralski, intitulé : « Marx et Engels sur la démocratie » et en allemand dans le livre : Frédéric Engels « Testament politique », Berlin 1920. Bibliothèque Internationale de la Jeunesse, n° 12, pages 18-19.)

# Résolution sur la Tactique du Parti Communiste Russe

adoptée le 5 juillet 1921, au cours de la 17<sup>e</sup> séance

Le troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste, après avoir entendu le discours du camarade Lénine sur la tactique du Parti Communiste de Russie et après avoir pris connaissance des thèses qui y sont annexées, déclare :

Le troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste admire le prolétariat russe, qui a lutté pendant 4 ans, pour la prise du pouvoir politique. Le Congrès approuve à l'unanimité la politique du Parti Communiste de Russie qui depuis le début a reconnu en toute situation les dangers qui le menaçaient, qui est resté fidèle aux principes du marxisme révolutionnaire, qui a su toujours trouver moyen de les appliquer, qui aujourd'hui encore après la fin de la guerre civile concentre toujours, par sa politique envers la classe paysanne, dans la question des concessions et la reconstruction de l'industrie, toutes les forces du prolétariat, dirigé par le Parti Communiste de Russie en vue de garder la dictature du prolétariat en Russie jusqu'au moment où le prolétariat de l'Europe occidentale lui viendra en aide.

Exprime sa conviction, que ce n'est que grâce à cette politique consciente et logique du Parti Communiste de Russie que la Russie soviétique est encore la première et la plus importante citadelle de la révolution mondiale, le Congrès blâme la politique de trahison des partis mencheviks, qui ont renforcé grâce à leur opposition contre la Russie soviétique et la politique du Parti Communiste de Russie la lutte de la réaction capitaliste contre la Russie, et qui tâchent de retarder la révolution sociale dans le monde entier.

Le Congrès mondial invite le prolétariat de tous les pays à se ranger du côté des ouvriers et des paysans russes pour réaliser la révolution d'octobre dans le monde entier.

Vive la lutte pour la dictature du prolétariat.  
Vive la révolution socialiste mondiale !

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

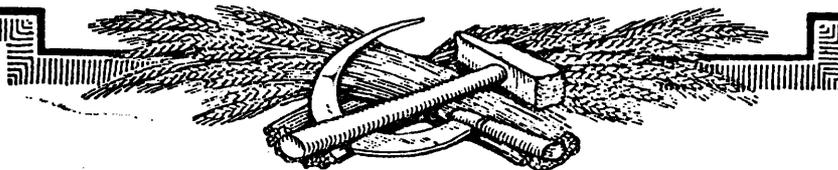
### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
9 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adressez tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



## Le Caractère de nos Journaux

### Circulaire du Comité Exécutif

Dans la résolution du 3<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste, résolution relative à la question d'organisation, un chapitre spécial traite de la question de nos journaux communistes. Dans la présente circulaire, le Comité Exécutif se donne pour tâche de compléter cette résolution.

Dans notre agitation, les journaux jouent un rôle prépondérant, surtout dans les pays où notre Parti possède un ou plusieurs quotidiens. Néanmoins, jusqu'à présent, nos organes ne donnent pas du tout la satisfaction qu'on serait en droit d'attendre. Avons-nous seulement fondé, en Europe et en Amérique, un nouveau type de journal communiste ? Absolument non. Pour la plupart, nos journaux ressemblent, à s'y méprendre, aux anciens journaux social-démocrates par leur aspect extérieur et par leur direction, avec cette différence que nous nous efforçons de représenter un autre « point de vue ». C'est là vraiment trop peu. Nous devons fonder un *nouveau type* d'organe communiste dont les principaux collaborateurs seraient des ouvriers, et qui croîtrait avec le mouvement ouvrier.

Examinons attentivement nos principaux organes quotidiens : *l'Humanité*, *l'Internationale*, *l'Ordine Nuovo*, *Politiken*, *Rabotnitcheski Vestnik* et même la *Rote Fahne*. Y a-t-il beaucoup de lettres d'ouvriers dans ces journaux populaires ? Sont-ils vraiment des journaux populaires dans le meilleur sens du mot ? Y sent-on le pouls de la véritable vie ouvrière ?

La résolution du 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste sur la question d'organisation donne, comme modèle classique d'un véritable journal prolétarien, la *Pravda* de nos camarades russes, telle qu'elle était en 1911-1913 et telle qu'elle fut

rédigée dans l'intervalle de février à la Révolution d'Octobre. Qu'est-ce qui constituait la force du journal, à ce moment-là ? En grande partie et tout d'abord parce qu'elle ne consacrait pas moins de la moitié de ses colonnes aux lettres des ouvriers, des ouvrières dans les usines et dans les ateliers. C'était là, vraiment, un type spécial de journal communiste. La *Pravda* s'acquittait de fonctions qu'aucun autre journal russe n'accomplissait. Au moins la moitié du journal se distinguait nettement de *tous les autres journaux bourgeois et social-démocrates*, même par son aspect extérieur. Cette moitié de journal était entièrement écrite par des ouvriers, des soldats, des matelots, des cuisiniers, des cochers, des coiffeurs, etc.

De quoi traitaient ces lettres d'ouvriers qualifiés et de représentants de la main-d'œuvre ordinaire ? Ces lettres décrivaient la vie et l'action dans les usines, dans les ateliers, dans les casernes, dans les quartiers ouvriers respectifs. En un mot, étaient décrits ainsi tous les tourments, toutes les humiliations qu'enduraient les travailleurs. Ces lettres contenaient aussi des résolutions sur l'action et l'administration des usines, etc., etc. Dans leur ensemble, toutes ces lettres donnaient une image fidèle des souffrances et de la pauvreté que les masses ouvrières ont à subir. Ces lettres reflétaient au mieux la protestation accumulée et graduellement augmentée qui se fit jour plus tard dans la formidable grande révolution. Le journal devint comme le maître d'école des masses ouvrières. Les ouvriers eux-mêmes y prenaient une part active. Le journal devint l'ami du foyer dans chaque mesure d'ouvriers, dans toute habitation prolétarienne, à l'établissement, au ménage, etc. A peine une lettre d'une usine ou d'une caserne paraissait-elle dans le

journal que celui-ci était arraché des mains le jour suivant par toutes les personnes de l'usine ou de la caserne en question. Les ouvriers s'habituèrent à lire ces correspondances. L'insertion d'une lettre provenant d'une certaine usine constituait un grand événement pour toute cette usine. Les révélations en question étaient lues par les sans-parti comme par les membres du Parti. Le journal devint comme un avertisseur des directeurs qui offensaient les ouvriers.

Mais, nous dit-on, en Occident, il est difficile ou presque impossible d'accepter de telles lettres. Beaucoup de camarades prétendent que, dans un pays où il y a un vieux mouvement ouvrier, c'est aux syndicats qu'il appartient de recueillir de telles plaintes. En Allemagne, par exemple, l'ouvrier est accoutumé de porter à la connaissance des hommes de confiance de son syndicat toutes les injustices dont il est victime. Certes, l'ouvrier, en Occident, est habitué à ces choses. Certes, tout cela est bien difficile, mais nous devons absolument changer ce qui existe. Nous répétons que nous voulons créer un *nouveau type* de journal prolétarien. Un journal communiste ne doit pas s'occuper exclusivement de la soi-disant « haute politique » ; au contraire, les trois quarts du journal doivent être consacrés à la vie et à l'action de l'ouvrier, à cette action qui constitue la vie de l'ouvrier. C'est justement parce que les ouvriers sont habitués à transmettre les plaintes indiquées aux vieux syndicats qui, comme on le sait, sont pour la plupart entre les mains des agents réformistes du Capital ; c'est précisément pour cette raison que nous, communistes, nous devons nous efforcer de réunir un semblable matériel d'information dans nos quotidiens communistes. Ce sera, entre autres, le meilleur moyen pour détruire complètement l'influence de la bureaucratie syndicale. Nos quotidiens doivent être une véritable école du communisme, ils doivent servir non seulement la lutte politique des ouvriers, mais aussi leur lutte économique.

Nos journaux doivent faire concurrence aux riches journaux bourgeois et autres. Nous devons donner une information abondante et variée. Il est indispensable de disposer chez nous le matériel de façon qu'il frappe la vue. Il faut indiquer en manchette l'essentiel du contenu du numéro. Nous devons chercher systématiquement ce qui attire particulièrement l'ouvrier ordinaire aux journaux tels que le *Morgenpost*, à Berlin, ou le *Journal*, en France. Nous devons imiter, pour beaucoup de choses, des journaux comme le *Daily Herald*, qui cherche toujours à servir les ouvriers dans les moments difficiles de leur existence. Mais précisément, pour concurrencer avec succès les journaux bourgeois et autres, nous devons donner, dans nos journaux ce qui nous concerne et que la bourgeoisie et les autres ne peuvent pas donner. *Ce sont justement les lettres des ouvriers et des ouvrières dans les usines, les lettres des soldats*, etc.

Un deuxième argument qu'on entend souvent consiste à dire que les ouvriers ordinaires en Occident ne sont pas habitués à écrire et qu'ils chargent de ces sortes de travaux leurs hommes de

confiance. Cet argument ne résiste pas non plus à la critique : les ouvriers d'Occident se trouvent à un niveau intellectuel bien plus élevé que celui où étaient les nôtres, il y a quelques années. S'il fut possible, à cette époque-là, en Russie d'habituer les larges masses ouvrières à écrire dans leurs journaux, il n'en est que plus facile d'y arriver dans les autres pays. Il faut seulement que les partis se donnent cette tâche et comprennent qu'elle est une des plus importantes.

Certes, dans les premiers temps, il ne sera pas facile de faire ce travail ; les correspondances et les lettres envoyées par les ouvriers sont souvent lourdes et inconsistantes. Il faudra instituer dans chaque journal (comme on le fit à l'époque, dans la *Pravda* russe) une section spéciale, dans laquelle un groupe de camarades serait chargé de rédiger et de corriger les lettres des ouvriers. Au début, il sera nécessaire d'encourager les ouvriers, de les aider, de noter sous leur dictée ou d'après leurs dires. Il faudra retravailler bien des lettres écrites, envoyées par les ouvriers, mais ce travail en vaut la peine.

Nos journaux actuels sont par trop secs, ils rappellent trop les journaux du vieux type. Il y a trop de choses qui n'intéressent que le politicien professionnel et trop peu qui puissent être lues par l'ouvrière, par le domestique, le cuisinier, le soldat. Trop de mots savants, étrangers, trop d'articles interminables et secs. Nous visons trop à donner à ce journal un aspect ressemblant à celui de tous les journaux « convenables ». Il faut changer tout cela.

Pour réaliser systématiquement toutes ces améliorations, il est indispensable de trouver toute une série de collaborateurs dans chaque grande entreprise, dans chaque atelier, dans les mines, dans les chemins de fer. Il est indispensable de concentrer tous les cercles ouvriers, de les préparer patiemment et systématiquement à écrire dans les journaux ; il est indispensable d'étudier avec eux, périodiquement, le caractère du journal et d'écouter attentivement tous les projets qu'ils proposent.

Nous devons créer un nouveau *reporter communiste*. Nous devons moins nous intéresser à ce qui se passe dans les couloirs parlementaires et diriger davantage notre attention sur les usines, les ateliers, les ménages d'ouvriers, les écoles prolétariennes, etc. Il faut moins de rapports et de comptes rendus de discours parlementaires que de réunions ouvrières ; il faut davantage s'attacher aux besoins des ouvriers, au niveau de leur existence, au renchérissement de la vie, etc.

La *Pravda* a publié dans ses colonnes plusieurs poèmes écrits par des ouvriers. Ces poèmes, du point de vue des critiques littéraires patentés, n'étaient pas tout à fait à la hauteur, mais ils donnaient une image de l'état d'esprit des masses ouvrières bien plus exacte que beaucoup de longs articles. L'ouvrier ordinaire sait apprécier une expression heureuse, un sarcasme mordant et réussi contre l'adversaire. Une bonne caricature frappant juste au but est infiniment supérieure à une douzaine d'articles lourds, ennuyeux et soi-disant

« marxistes ». Nos journaux doivent soigneusement chercher des gens qui savent servir la révolution prolétarienne, le crayon à la main. Il faut se servir plus souvent de dessins, de caricatures animant le journal et expliquant sous la forme la plus ordinaire ce qu'il faut expliquer. Il est indispensable d'imprimer de temps à autre des contes ouvriers, car tout ce qui est écrit sous une forme littéraire ou à demi littéraire est très accessible à la masse qui le lit avec plaisir. Souvent, au lieu du classique article de fonds nous pourrions et devrions insérer une lettre particulièrement intéressante d'un ouvrier ou d'un groupe d'ouvriers d'une usine ou d'une fabrique quelconque, ou bien le portrait d'un ouvrier arrêté, ou encore la biographie d'un prolétaire condamné par les tribunaux bourgeois et qui a eu une attitude particulièrement courageuse au cours de son procès.

Le moins possible de choses abstraites, le plus possible de choses concrètes : voilà ce qu'il nous faut. Tout événement à la fabrique et à l'usine doit trouver un écho dans notre journal. Les élections de la direction de tout syndicat important doivent être pour nous un véritable événement et être débattues dans les colonnes de notre journal. Il nous faut éplucher minutieusement la liste des candidats de l'adversaire. Notre journal doit relater systématiquement toutes les péripéties de la lutte aux fabriques et aux usines. Notre lutte contre nos ennemis politiques, depuis les bourgeois déclarés jusqu'aux socialistes indépendants, doit être beaucoup plus concrète, beaucoup plus ardente et acharnée et moins banale qu'elle ne l'a été jusqu'ici. En un mot, nous ne devons pas chercher à avoir tout dans notre journal, mais bien plutôt à avoir une information de premier ordre, et surtout à donner une matière telle que tout organe central de notre parti devienne un journal compréhensible à tous, accessible à chaque ouvrier et cher non seulement à nos camarades du parti, mais à tous les sans-parti.

Et lorsque nous aurons changé ainsi le caractère de nos journaux, nous pourrions changer également leur base financière, nous pourrions faire de notre journal un instrument véritable de liaison avec les masses. Si nous réussissions à faire de notre journal l'organe que nous venons de décrire, il nous sera facile d'obtenir ce à quoi est arrivé le journal *Pravda* en Russie, au temps du tsarisme. Nous verrons alors les ouvriers se cotiser volontairement et apporter tous leur pauvre obole, qui permettra de constituer le fonds nécessaire à l'existence de nos périodiques. En modifiant le caractère de ces derniers, nous pourrions développer une émulation intense parmi les ouvriers qui donneront avec joie les fonds nécessaires à leurs journaux. Les groupes et les amis ouvriers du journal communiste en question pousseront comme des champignons. Leurs réunions constitueront un moyen spécial d'agitation, et les journaux devront en donner des comptes rendus. Dès que dans une usine un groupe de nos chefs sera arrêté, l'usine en question et les usines voisines réuniront immédiatement des sommes pour venir en aide aux familles des emprisonnés. Les journaux tiendront leurs lecteurs au courant de tous ces mouvements ; ils informeront le public de toute démonstration ouvrière, mais non à l'ancienne ma-

nière, au contraire par des images vivantes exprimées, autant que possible, par des ouvriers y ayant pris part. Chaque numéro du journal, chaque ligne entretiendra et renforcera par une telle direction la haine et le mépris sacrés contre le capitalisme. Il va sans dire qu'un service d'information international exact jouera le plus grand rôle dans le journal communiste, ne serait-ce que parce qu'il est international. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste organise, conformément à la décision du 3<sup>e</sup> Congrès, un périodique qui, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, paraîtra à Berlin en quatre langues, sous forme de bulletin communiste pour l'information. Nous y mettrons tout ce qui est nécessaire pour créer au service de nos journaux communistes une sorte de bureau d'information internationale. Mais cela ne nous sera possible que si chaque parti donne toute son attention et les forces nécessaires à cette très importante organisation.

Un journal communiste bien organisé, bien informé, qui chaque jour recrute de nouveaux amis un journal qui soit la tribune ouvrière dans le sens le plus profond de ce mot, un journal qui soit comme la cloche d'alarme prolétarienne, un tel journal sera une arme puissante dans la lutte des Partis communistes.

Concentrons donc, camarades, toutes nos forces pour forger un nouveau journal véritablement prolétarien.

Salutations communistes.

Pour le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste,

Le Président : G. ZINOVIEV.

P.-S. — Nous demandons instamment à toutes les rédactions de journaux communistes de convoquer des réunions spéciales de collaborateurs, auxquelles devront être invités les ouvriers des plus grandes usines et des ateliers les plus importants. Nous prions d'étudier et de discuter le projet contenu dans cette circulaire, dans les réunions en question, et d'en communiquer les résultats au Comité Exécutif.

Nous prions de discuter ce projet dans les grandes conférences de parti, dans les villes et dans les circonscriptions.

Nous sommes prêts à ouvrir une discussion nécessaire sur cette question dans les colonnes de notre organe *l'Internationale Communiste* pour arriver à obtenir les informations pratiques désirables à la suite d'un échange international d'opinions.

**Tous les Communistes**  
doivent lire  
**L'État et la Révolution**  
par LENINE  
qui vient de paraître aux éditions de la  
Bibliothèque Communiste  
Un volume in-16 Jésus ..... 4 fr.  
*vvv*  
Adresser lettres et mandats à René REYNAUD,  
123, rue Montmartre

# Chronique Internationale

## ALLEMAGNE

Le 16 octobre ont eu lieu, à Berlin, les élections municipales. Ces élections, dans la plus grande ville d'Allemagne, ont une grande portée politique ; elles peuvent servir à mesurer les proportions de forces politiques dans le pays.

Dans l'ancien Conseil municipal de Berlin, élu, de même que le Reichstag, en juin 1920, peu de temps après le coup de main contre-révolutionnaire de M. Kapp, les deux partis social-démocrates possédaient une majorité absolue. A l'époque des élections de 1920, le Parti Indépendant primait sur tous les autres partis. Les communistes s'étaient abstenus. Il n'eût des représentants qu'après le Congrès de Halle, parce qu'une fraction considérable des conseillers municipaux indépendants passa au communisme. En réalité, la majorité socialiste était surtout apparente. Elle n'osa pas même inaugurer une politique parlementaire conséquente « purement socialiste ». Elle maintint une politique dont les illusions bercent encore les grandes masses du prolétariat allemand. Les social-démocrates majoritaires et, à un certain degré, les indépendants, y jouèrent une ridicule comédie. Dans toutes les questions importantes, ils agirent de concert avec les partis bourgeois. Les social-démocrates majoritaires donnèrent leurs voix au maire Boos, « spécialiste » tout à fait hostile aux ouvriers. Ils résistèrent aux revendications de salaires des ouvriers et des employés municipaux pour ne pas établir des taxes nouvelles désagréables au contribuable aisé. Ils empêchèrent souvent les orateurs communistes de parler ; ils s'associèrent à la violence contre les communistes lors des interpellations de ces derniers, cela en parfaite unanimité avec les éléments les plus extrêmes de la droite.

Tel est l'attif de la majorité socialiste. Elle a bien préparé le chemin à la bourgeoisie. Social-démocrates, majoritaires et indépendants, trop lâches pour former en combattant le front uni du prolétariat contre le capital de « Gross-Berlin », trop hésitants pour faire, même par la voie parlementaire, une tentative sérieuse d'inaugurer dans la ville une politique prolétarienne dans les domaines des finances locales, des impôts, des logements, des exploitations municipales, de l'assistance aux chômeurs, etc, ne firent que semer la confusion et le découragement dans les rangs du prolétariat. Par leurs vitupérations imbéciles contre les communistes, ils déchirèrent l'unité ouvrière. Le fruit de ces pitoyables attitudes, c'est le résultat des élections du 16 octobre. La majorité socialiste est tombée. Si petite qu'elle soit, une victoire c'est une victoire, même si elle a été remportée avec une infime majorité de 20.000 voix et si les partis bourgeois n'ont au Conseil municipal que 5 sièges de majorité. Les partis bourgeois occuperont désormais 115 sièges, tandis que les trois partis prolétariens n'en auront ensemble que 110.

Ce succès des partis bourgeois (depuis les élections d'Allemagne jusqu'aux démocrates) ne saurait être suffisamment expliqué par la confusion que les deux partis social-démocrates ont sus-

citée dans le prolétariat par leur politique d'hésitation. Les masses de la petite-bourgeoisie, les innombrables éléments petits-bourgeois qui se laissent entraîner par les divers courants de la vie politique se sont cette fois-ci groupés autour de la bannière noire, blanche et rouge de l'extrême-droite que représente le Parti populaire national d'Allemagne. Le problème de la Haute-Silésie, l'excitation des instincts nationalistes, par suite de la politique implacable de l'Entente et de la Ligue des Nations, ont porté leurs fruits. Et il est bien caractéristique qu'au sein de la bourgeoisie même, le parti de Ludendorff, c'est-à-dire l'extrême-droite, a pu gagner un assez grand nombre de voix au détriment du parti de M. Stinnes, un peu plus perspicace, du Parti Populaire d'Allemagne. On aperçoit donc, dans la bourgeoisie, un mouvement sensible vers l'extrême-droite.

Des partis prolétariens, les indépendants ont réussi à maintenir le chiffre des suffrages recueillis aux élections du Landtag de Prusse en février 1921. Les social-démocrates majoritaires, au contraire, ont perdu environ 30.000 voix.

Quant au Parti Communiste, il a maintenu presque totalement ses affectifs électoraux du mois de février de cette année, ce qui est d'une grande portée politique. Combattu à outrance, calomnié sans mesure avec les énormes ressources matérielles des partis bourgeois, vilipendé par les socialistes majoritaires et indépendants, sapé par les manigances sournoises de l'infime groupe Lévi, qui a développé à Berlin une intense activité, le Parti Communiste avait peu de chances de succès. Parmi ses ennemis, on murmurait, à la veille des élections, qu'elles seraient pour lui une catastrophe. Le groupe Lévi espérait que notre parti payerait, dans ces circonstances, pour le « putsch de mars ».

Or, quel est l'aspect de notre défaite ? 157.000 ouvriers berlinois — à peine quelques milliers de moins qu'aux élections du Landtag de Prusse — se sont rangés de notre côté. Le noyau du prolétariat berlinois, son avant-garde trempée et aguerrie dans maintes luttes sanglantes, a manifesté, malgré toutes les misères et toutes les persécutions, sa foi inaltérable en le Parti de l'Internationale Communiste.

Certes, nous n'avons aucune raison de triompher. La transformation de Berlin rouge en un Berlin contre-révolutionnaire noir, rouge et jaune, voire même noire, blanc et rouge, la brèche étroite il est vrai que la bourgeoisie a réussi à forcer dans les murs du Berlin de la Révolution, l'affaiblissement du front ouvrier en général, tout cela ne peut nous laisser indifférents ; mais nous n'y voyons pas non plus de raison de nous plaindre. Le Parti Communiste est resté le grand parti des masses et ceux qui en prédisaient la défaite en sont pour leurs frais.

Les travailleurs de Berlin auront à tirer la leçon de ces élections. L'hiver, la faim, la cherté des vivres, les impôts écrasants, lui montreront la route qu'il faut suivre pour revenir du pacte conclu par certains avec la bourgeoisie, pour en finir avec la politique de coalition de M. Stinnes,

vers laquelle le Parti social-démocrate majoritaire va maintenant à pas de géant et, l'on pourrait presque dire, d'un cœur léger... Déjà se prépare, à Berlin, la « coalition du centre », conséquence ignominieuse de la décision de Goerlitz, quoique le Parti socialiste majoritaire ait soutenu sa campagne électorale sous le mot d'ordre du « front uni du prolétariat », et quoique ses membres berlinois se soient prononcés avec énergie contre toute alliance avec M. Stinnes.

H. N.

## TCHÉCO-SLOVAQUIE

Le prolétariat révolutionnaire de Tchéco-Slovaquie va faire un pas décisif. Dans les derniers jours d'octobre se rassembla le Congrès d'unification en vue de fonder en un seul et unique parti les trois Partis Communistes Tchéco-Slovaques, savoir :

Le Parti Communiste Tchéque, qui comprend aussi les communistes slaves, magyares, allemands et ruthènes habitant la Slovaquie, et les trois Partis Communistes Tchéco-Slovaques, savoir :

- 1° Le Parti la Ruthénie des Carpathes ;
- 2° Le Parti Communiste Allemand ;
- 3° Et le Parti Communiste Polonais, récemment fondé.

Dans la nouvelle République de Tchéco-Slovaquie, autrefois provinces autrichiennes, il n'y eut, à proprement parler, jamais de Parti ouvrier vraiment international. Le Parti Social-Démocrate Autrichien fut de tout temps divisé par nationalités. En 1897, il se scinda même en plusieurs partis nationaux isolés, contrôlés seulement par un comité directeur commun, mais qui, au lieu d'être supérieur aux divers partis nationaux, leur était plutôt subordonné et ne pouvait donc pas représenter une force unificatrice tant soit peu sérieuse. Aussi les congrès du Parti social-démocrate d'Autriche ne jouaient-ils aucun rôle décisif. L'organisation socialiste tchéco-slovaque était basée sur l'autonomie la plus absolue des différents partis nationaux, et l'on ne manquait pas de le souligner afin de mieux répondre aux reproches des partis nationaux bourgeois, au gré desquels la social-démocratie autrichienne était encore par trop internationaliste. En 1905, le séparatisme s'introduisit dans les syndicats ouvriers. En moins de cinq ans, il y remporta une victoire aussi éclatante que complète. Les derniers vestiges de la conception socialiste d'un parti international centralisé s'évanouirent. Depuis lors, le prolétariat tchéco-slovaque est resté en proie aux querelles nationales. Et la vague de social-patriotisme et de nationalisme qui submerge les partis social-démocrates pendant et après la guerre ne fit qu'aggraver le mal. Aujourd'hui encore, les social-démocrates tchèques et allemands sont, en Tchéco-Slovaquie, plus éloignés les uns les autres que jamais.

Depuis la fondation de la République, la nécessité d'une étroite union entre les fractions de nationalités différentes a beaucoup été discutée dans les partis social-démocrates, mais de façon toute platonique. La gauche d'orientation communiste fit les premières tentatives de rapprochement entre nationalités différentes. Mais il fallut d'abord la scission des deux partis social-démocrates pour débayer définitivement le terrain à l'union internationale. Cette scission accomplie, les progrès furent rapides. L'idée de la fusion gagna rapidement les masses ouvrières. Sans attendre l'invitation ou les décisions de leurs comités direc-

teurs, les organisations communistes ont, en bon nombre d'endroits, de districts et de régions, fusionné de leur propre initiative en ne tenant compte que des exigences impérieuses des masses. L'acuité des luttes économiques et politiques fait plus que toute propagande pour la fusion internationale. Au retour du 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou, nous retrouvâmes les travaux préliminaires de l'unification communiste déjà en pleine exécution, tant la décision de Moscou correspondait aux besoins actuels des masses.

Mais le travail nécessaire par cette fusion est énorme. Car les différences économiques et nationales sont trop grandes et trop vieilles, les chemins qui conduisent les prolétaires des diverses nations au communisme et à la 3<sup>e</sup> Internationale sont trop différents et les préjugés social-démocrates trop enracinés encore pour que la fusion des anciens partis et la fondation du nouveau Parti unifié puissent se faire sans à-coups. Nous avons cependant acquis, au cours de ce travail, la conviction que le prolétariat des diverses nationalités possède les forces nécessaires pour en venir à bout.

Nous avons discuté à Moscou l'inopportunité de créer de suite un Parti unifié absolument centralisé ou de recourir, pour la période transitoire, à un certain fractionnement par nationalités, subordonné à une institution directrice commune. Le Congrès de l'Internationale Communiste a décidé que la Tchéco-Slovaquie se conformerait aux décisions du 2<sup>e</sup> Congrès qui, comme on sait, a établi qu'il ne pouvait y avoir dans chaque pays qu'un seul et unique parti centralisé. La décision du même congrès, selon laquelle un parti unifié ne doit tolérer aucun fractionnement national, a recueilli l'approbation unanime de toutes les organisations du parti. La commission mixte, composée de trois camarades allemands et de trois camarades tchèques, a élaboré des statuts d'organisation qui ne sauraient assurément pas être qualifiés d'idéaux — car il n'a pas été possible d'en éliminer complètement le pédantisme social-démocrate — mais qui répondent au point de vue de l'unification du mouvement, à toutes les exigences du communisme international et ne concèdent rien aux tendances nationalistes et séparatistes. Ce projet de statuts, publié il y a déjà plusieurs semaines, a suscité au sein des partis un grand nombre de propositions, d'amendements, dont on ne peut certes pas dire qu'elles sont toutes excellentes, mais dont aucune ne tend à *altérer en quoi que ce soit le caractère international du nouveau parti*. Aucune organisation ne s'est avisée de revendiquer la moindre « autonomie », le moindre fractionnement national, ni même de contester la superposition de l'organisation internationale à des « sections nationales ».

Cela prouve que le prolétariat tchéco-slovaque de toutes les nationalités réunit toutes les conditions préliminaires requises pour une unification communiste solide et durable.

Charles KREIBICH.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
103, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges Dangon, imprimeur